



**SOLIDARITÉS
INTERNATIONAL**

ACTEUR MAJEUR DU COMBAT
POUR L'EAU DEPUIS 1980

7^e édition MARS 2021

AVEC LA PARTICIPATION DE GILLES COLLARD | MAMADOU DIA
EDITH GUIOCHON | EMMETT KEARNEY | NATHALIE KLEIN | JEAN LAUNAY
FRÉDÉRIC MAUREL | GÉRARD PAYEN | RENAUD PIARROUX
KEVIN GOLDBERG, ANTOINE PEIGNEY, SONIA RAHAL & ALAIN BOINET
AVEC LES ÉQUIPES DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

BAROMÈTRE 2021 DE L'EAU DE L'ASSAINISSEMENT & DE L'HYGIÈNE

L'EAU **ÉTAT DES LIEUX D'UNE RESSOURCE VITALE**

CONTRE

LES **DÉFIS & SOLUTIONS**

ÉPIDÉMIES

DAKAR, POUR UN FORUM DES ACTIONS CONCRÈTES !

Dans un an, nous serons à Dakar pour le 9^e Forum Mondial de l'Eau dédié à la "sécurité de l'eau" avec 4 priorités : l'accès à l'eau et l'assainissement, la coopération, le développement rural et les outils et moyens. Avec pour agenda les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) dont l'accès universel à l'eau et l'assainissement d'ici 2030 (Objectif 6), y compris dans les pays en crise.

L'enjeu est crucial car il s'agit tout autant de protéger l'eau face à l'explosion de la consommation, à des pollutions multiples, à l'impact du réchauffement climatique, à la raréfaction de la ressource et aux conséquences de la Covid-19.

En effet, 25 % de la population mondiale est menacée par un stress hydrique croissant, 80 % des eaux usées sont rejetées sans traitement dans les pays en développement, des millions d'êtres humains meurent des maladies provoquées par l'eau insalubre, 29 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et 55 % à l'assainissement !

Le Forum de Dakar s'est engagé à être celui des actions concrètes. Il doit maintenant en faire la preuve. Si le Forum est bien mondial, l'Afrique, continent le plus dépourvu, doit être une priorité, en particulier les pays les plus fragiles comme ceux du Sahel !

Ce 1^{er} Forum en Afrique subsaharienne peut et doit déclencher un sursaut mobilisateur. Aussi, nous appelons solennellement le président du Sénégal, Macky Sall, et le président du Conseil Mondial de l'Eau, Loïc Fauchon, à mobiliser toutes les énergies dans ce but et SOLIDARITÉS INTERNATIONALE y contribuera activement avec tous les participants.

Car nous savons que nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour atteindre l'accès universel à l'eau et à l'assainissement dans 10 ans. Il nous faut donc changer de rythme et d'échelle.

Les ODD sont un remarquable outil de progrès humain. Le Forum de Dakar doit les stimuler tout en préparant la voie à la Conférence de l'eau à l'ONU en mars 2023 qui devrait nous doter enfin d'un instrument politique de pilotage et de suivi.



Par ALAIN BOINET,
FONDATEUR DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE



Et KEVIN GOLDBERG,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE



BAROMÈTRE 2021 DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT & DE L'HYGIÈNE N°07, ÉTAT DES LIEUX D'UNE RESSOURCE VITALE, DÉFIS & SOLUTIONS

Une publication proposée par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Directeur de la publication
Kevin Goldberg

Directeur de la communication
Guillaume Cotillard

Rédaction en chef
Chloé Demoulin

Rédaction
Alberto Acquistapace, Thierry Benlahsen, Alain Boinet, Sophie Bonnet, Lucile Chabot, Patricia David, Chloé Demoulin, Kevin Goldberg, Lise Lacan, Xavier Lauth, Anne-Lise Lavaur, Aude Lazzarini, Baptiste Lecuyot, Emmanuelle Maisonnave, Brian Malapel, Nadjilem Mayade, Julie Mayans, Anaïs Momoli, Justine Muzik Piquemal, Yann Pastel, Antoine Peigney, Sonia Rahal, Jérôme Regnier, Francis Tehoua, Allassane Traoré, Madeleine Trentesaux et les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE au Mali et au Myanmar

Contributeurs
Sabit Ababor Ababulgu, Al Hattami Abdulraheem, Bachir Assao, Jean-Bosco Bazie, Patrice Chataigner, Gilles Collard, Mamadou Dia, Coordination (CAST) du Global WaSH Cluster, Édith Guiochon, Abdoulaye Hamidou, Emmett Kearney, Nathalie Klein, Jean Launay, Arthur Makadi, Frédéric Maurel, Nosheen Mohsan, Gérard Payen, Renaud Piarroux, Mikiko Senga

Photos
Clotilde Bertet, Gwenn Dubourthoumie, Vincent Tremeau - SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, Fondation Veolia

Couverture
Gwenn Dubourthoumie

Conception graphique et illustration
F. Javelaud

Impression COPYMAGE

Merci à l'équipe de coordination (CAST) du Global WaSH Cluster pour l'autorisation de reproduction du visuel *Vision, axes et piliers nécessaires au déploiement d'interventions humanitaires EAH de grande ampleur, en tout lieu et à tout moment.*



4

EAU & SANTÉ

5 Eau et Santé : un sursaut est urgent !
Alain Boinet et Antoine Peigney (SI)

Au Sahel, l'enjeu crucial de l'accès à l'eau
Sonia Rahal (SI)

6 Les chiffres de l'eau

8 La stratégie EAH 2020-2025 de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
Aude Lazzarini et Baptiste Lecuyot (SI)

9 Déployer des interventions EAH à grande échelle, en tout lieu et à tout moment
Coordination (CAST) du Global WASH Cluster

10 Sortir de l'inefficacité collective en mars 2023 ?
Gérard Payen

12 DOSSIER
Lutte contre les épidémies

13 Pandémie de Covid-19 : une crise inédite exigeant une adaptation rapide des réponses
Sophie Bonnet (SI)

14 Le choléra en Haïti et la Covid-19 à Paris : pas si différents que ça !
Renaud Piarroux

16 Bassin du Lac Tchad : des épidémies de choléra transfrontalières
Allassane Traoré (SI)

17 En RDC, l'expérience de la lutte contre Ebola
Justine Muzik Piquemal (SI) et Brian Malapel (SI)

19 Personnes déplacées : un seuil honteux a été franchi
Emmett Kearney (UNHCR)

20 Transferts monétaires, programmation basée sur les marchés et EAH : un potentiel à explorer pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Nathalie Klein (CALP) et Abdoulaye Hamidou (CALP)

21 Interventions EAH et protection : où en sommes-nous ?
Jérôme Regnier (SI)

22

DÉFIS À RELEVER

23 Après un an de pandémie mondiale : l'heure des solutions
Thierry Benlahsen (SI)

L'eau, c'est la vie !
Nadjilem Mayade (SI)

24 Les défis de l'analyse situationnelle
Patrice Chataigner (Okular-Analytics)

25 "L'eau, à la croisée d'immenses défis environnementaux et sociaux"
Frédéric Maurel (AFD)

26 Choléra au Yémen : une situation fragile qui nécessite un soutien durable
Sabit Ababor Ababulgu, Abdulraheem Al Hattami, Nosheen Mohsan et Mikiko Senga (OMS)

27 Remettre les populations affectées au cœur de l'action humanitaire
Lise Lacan et Madeleine Trentesaux (SI)

28 DOSSIER
Forum Mondial de l'Eau

29 Des partenariats multi-acteurs pour des réponses concrètes
Mamadou Dia (AquaFed)

30 "L'accès à l'eau doit être déclaré urgence planétaire"
Jean-Bosco Bazie (Eau Vive Internationale)

31 "Initiative Dakar 2021" : une approche innovante au service de l'eau et de l'assainissement à l'échelle mondiale
Allassane Traoré (SI)

32 Accès à l'eau pour tous : comment se mobiliser dans le contexte actuel ?
Jean Launay (Partenariat Français de l'Eau)

34

SOLUTIONS & INNOVATIONS

35 Face à la montée de l'incertitude, garder le cap de la qualité
Anne-Lise Lavaur (SI)

Innover pour maintenir l'accès
Francis Tehoua (SI)

36 Surveillance épidémiologique : le progrès de la digitalisation
Bachir Assao et Arthur Makadi (Epicentre)

37 Plus d'acteurs qualifiés pour faire face aux défis de l'eau
Gilles Collard (Bioforce)

38 Malnutrition : des réponses intégrées EAH et sécurité alimentaire
Lise Lacan et Julie Mayans (SI)

39 Au Mali, une réponse intégrée EAH et nutrition pour les plus vulnérables
Mission Mali (SI)

40 Face à la Covid-19 : continuer et étendre nos actions partout où les besoins l'exigent
Xavier Lauth (SI)

41 Renforcer la résilience des services d'eau potable au Burkina Faso
Direction des opérations Burkina Faso (SI)

42 Liban : des solutions EAH innovantes pour les réfugiés syriens
Yann Pastel (SI)

44 Myanmar : des solutions d'assainissement performantes pour les camps de Sittwe
Mission Myanmar (SI)

46 L'eau est un droit ! Retour sur un an de mobilisation
Édith Guiochon (Coalition Eau)

47 Loi Oudin-Santini - L'Appel de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE aux collectivités

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

L'accès et l'assistance d'urgence aux victimes de conflits, de catastrophes naturelles et d'épidémies, prolongés par une aide au relèvement précoce, est la raison d'être de l'association humanitaire SOLIDARITÉS INTERNATIONALE depuis 40 ans.

L'accès à l'Eau, à l'Assainissement et à l'Hygiène est au cœur de l'expertise de nos équipes et de leurs interventions sur le terrain.

Présentes actuellement dans une vingtaine de pays, elles apportent une aide humanitaire vitale à plus de 4,5 millions de personnes, sans aucune autre considération que celle de leurs besoins, dans le respect de leur dignité, sans juger ni prendre parti.

SOLIDARITES.ORG

L'AGENDA DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE réalise chaque année, lors de la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars, une campagne pour dénoncer les ravages de l'eau insalubre, cause majeure de mortalité à travers le monde. Dans ce but, nous publions cette année la 7^e édition du *Baromètre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène* à l'international. Avec cette 7^e édition, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE veut alerter l'opinion publique et faire agir les décideurs pour réussir le 9^e Forum Mondial de l'Eau auquel nous participerons activement, en mars 2022, afin de réaliser l'Objectif 6 des ODD 2030 pour l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement pour tous dans le monde.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE est membre du Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et de Coalition Eau. Nous avons participé en 2016 à la COP22 à Marrakech sur l'urgence de l'eau au Sahel et en 2018 au 8^e Forum Mondial de l'Eau à Brasilia.

Nous agissons en France auprès du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et des acteurs de l'eau et, à l'international, auprès de la Commission européenne, des agences des Nations unies et du Cluster WASH (UNICEF), dont nous sommes membre actif.

EAU & SANTÉ

Alors que la pandémie de Covid-19 frappe le monde depuis plus d'un an, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE dresse un état des lieux de l'accès aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène et de la lutte contre les épidémies à travers le monde. Le constat est alarmant : sans un accès sûr et durable à l'eau potable pour tous, y compris en situation de crise et particulièrement au Sahel, aucune amélioration significative de la santé publique ne pourra être observée.

EAU ET SANTÉ : UN SURSAUT EST URGENT !

Par **ALAIN BOINET**,
FONDATEUR DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE
et **ANTOINE PEIGNEY**,
PRÉSIDENT DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Les experts de l'eau et de la santé se parlent trop peu. Et pourtant, les maladies hydriques provoquées par l'eau insalubre tuent 2,6 millions d'êtres humains chaque année ! Ces maladies sont bien connues : choléra, diarrhée, typhoïde, hépatite A, bilharziose, poliomyélite, etc.

L'eau non potable est une cause majeure de mortalité et par conséquent une urgence humanitaire, principalement dans les pays les plus pauvres victimes d'un conflit ou d'une catastrophe.

L'eau et la santé constituent deux des principales priorités de l'Agenda des 17 Objectifs du Développement Durable (ODD 2015-2030) dont l'Objectif 6 qui prévoit un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement dans 10 ans.

Mais malgré des progrès, nous en sommes très loin comme les chiffres officiels l'attestent (consultez ces chiffres p. 6-7 de notre Baromètre). Aujourd'hui, 29 % de la population mondiale n'ont pas accès à l'eau potable et 55 % à l'assainissement.

De même, 1,4 milliard de personnes n'a aucune installation équipée d'eau et de savon et 3 milliards ne se lavent toujours pas les mains à domicile. De plus, 80 % des eaux usées à travers la planète sont rejetés dans l'environnement sans avoir été traités.

Dans le monde, près d'1 centre de santé sur 4 n'a pas accès à l'eau potable, 1 sur 10 n'a pas accès à des services d'assainissement. La situation est encore bien pire parmi les 47 pays les moins avancés puisqu'1 centre sur 2 n'a pas d'eau potable et 3 sur 5 sont sans accès à l'assainissement.

Seuls 30 % des établissements scolaires dans le monde disposaient d'un service de base d'approvisionnement en eau potable en 2019.

Un sursaut est urgent car l'eau insalubre tue et elle est un frein puissant à tout développement.

L'action est à mener sur deux fronts simultanés : celui de l'action humanitaire et du développement auprès des populations vulnérables mais aussi envers les institutions pour que les politiques et les moyens indispensables soient mobilisés et mis en œuvre !

Changer de rythme et de moyens est aujourd'hui la condition de l'accès universel à l'eau potable, à l'assainissement et à la santé conformément aux engagements pris en 2015 à l'unanimité par 195 États à l'ONU.

Le mot du terrain

AU SAHEL, L'ENJEU CRUCIAL DE L'ACCÈS À L'EAU

Par **SONIA RAHAL**,
BUREAU DE DAKAR,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Dans la région du grand Sahel, 24 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire. Au cœur de cette crise sans précédent conjuguant conflits, déplacements chroniques et vulnérabilités structurelles, les conditions d'accès à l'eau ne cessent de se détériorer. L'eau, qui était déjà une denrée rare, l'est encore plus dans les zones enclavées par des crises prolongées. Au Burkina Faso, les infrastructures en eau sont sous pression et ne peuvent couvrir les besoins des populations hôtes et déplacées. Au Niger, plus de la moitié des personnes vivant en zone rurale n'a pas accès à l'eau potable et 70 % de la population pratiquent la défécation à l'air libre. Au Tchad, seulement 43 % des habitants ont accès à l'eau potable et 10 % à l'assainissement.

L'insuffisance d'eau potable amène la population à consommer de l'eau insalubre, ce qui amplifie le risque de maladies hydriques telles que le choléra, endémique dans plusieurs zones. Le manque d'accès à l'eau aggrave l'état nutritionnel des personnes les plus vulnérables : plus de la moitié des cas de malnutrition est associée à des maladies hydriques. Le manque d'accès à l'eau est également source d'inégalités : les femmes et les enfants s'occupent principalement de la corvée d'eau en milieu rural ; la défécation à l'air libre et la non ségrégation des latrines accentuent le risque de violence basée sur le genre. Enfin, les tensions autour des points d'eau entre agriculteurs et éleveurs exacerbent les conflits intercommunautaires, menaçant la stabilité et la cohésion sociale.

Dans ce contexte, l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à de bonnes pratiques d'hygiène est donc crucial pour la santé, le développement mais aussi le respect des droits humains.

2,6 MILLIONS DE PERSONNES MEURENT CHAQUE ANNÉE EN RAISON DES MALADIES LIÉES À L'EAU ET À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE

ACCÈS À L'EAU & À L'ASSAINISSEMENT



2,2 milliards de personnes, soit 29 % de la population mondiale, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable gérés en toute sécurité.

4,2 milliards de personnes, soit 55 % de la population mondiale, ne disposent pas de services d'assainissement gérés en toute sécurité.

673 millions de personnes, soit 8,92 % de la population mondiale, défèquent à l'air libre.

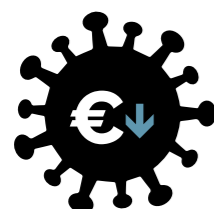
Source : OMS/UNICEF Joint Monitoring Programme (JMP) for Water Supply and Sanitation



LE MANQUE D'EAU PLUS MEURTRIER QUE LA GUERRE

Les enfants de moins de 5 ans vivant dans un pays en guerre sont en moyenne 20 fois plus susceptibles de mourir d'une maladie diarrhéique liée à un manque d'eau salubre, d'assainissement et d'hygiène que des effets de la violence provoquée par le conflit. (Sur 16 pays frappés par un conflit entre 2014 et 2016).

Source : OMS, UNICEF, Water Under Fire, 2019



EN PLEINE CRISE COVID-19, DES FONDS EN BERNE

Alors que l'épidémie de la Covid-19 se répandait à travers le monde, les engagements financiers en matière d'eau et d'assainissement ont diminué de 26,3 %

(pour atteindre un total de 2,56 milliards d'euros) par rapport à la même période en 2019 (3,46 milliards d'euros). (Au cours des sept premiers mois de 2020).

Source : Development Initiatives

EAU & SANTÉ



UN ACCÈS INSUFFISANT À L'EAU ET AU LAVAGE DES MAINS...

1 établissement de santé sur 2, dans les 47 pays les moins avancés de la planète, est dépourvu de services d'approvisionnement en eau, exposant le personnel de santé et les patients à un risque plus élevé d'infection à la Covid-19.

Source : OMS/UNICEF, State of the World's Sanitation, 2020

1 établissement de santé sur 3 dans le monde ne permet pas de garantir l'hygiène des mains là où les soins sont prodigués.

Source : OMS/UNICEF, State of the World's Sanitation, 2020

Seuls 30 % des établissements scolaires dans le monde disposaient d'un service de base d'approvisionnement en eau potable en 2019.

Source : OMS/UNICEF, Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire. Gros plan sur la COVID-19, 2020

Seulement 60 % des personnes dans le monde ont accès à un équipement de lavage des mains (eau et savon) chez eux.

Source : UN, The sustainable Development Goals Report, 2020

...VECTEUR DE MORTALITÉ ET DE SOUS-NUTRITION

842 000 personnes meurent chaque année de diarrhées dues à un assainissement inadéquat.

297 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année de diarrhées, pour avoir bu de l'eau insalubre ou par manque de services d'assainissement ou d'hygiène des mains.

50 % des cas de sous-nutrition infantile dérivent de diarrhées à répétition et d'infections intestinales liées à une eau non-potable, un assainissement inadéquat ou à une hygiène insuffisante.

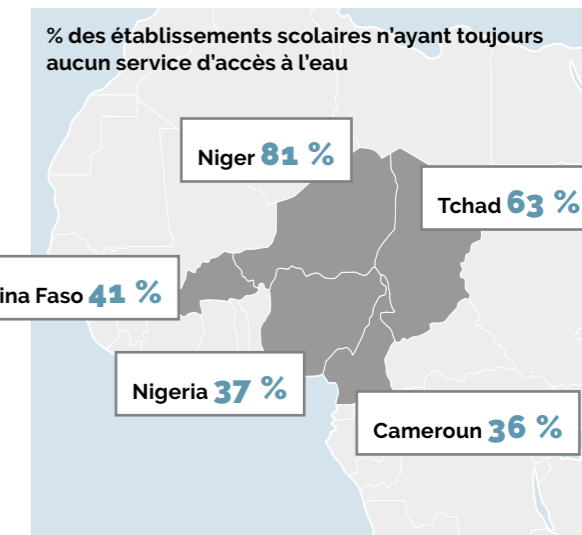
Source : OMS

URGENCE SAHEL

En Afrique subsaharienne, 135 millions de personnes, soit deux fois plus qu'en l'an 2000, ont un **accès limité à l'eau et à l'assainissement,** et **71 % des tâches de collecte d'eau incombent aux filles et aux femmes** (ce qui les pousse à la déscolarisation et complique leur accès à l'emploi).

Source : OMS/UNICEF, JMP 2020

ACCÈS INEXISTANT À L'EAU DANS LES ÉCOLES



Source : OMS/UNICEF, JMP 2020

CHANGEMENT CLIMATIQUE



99 % de l'ensemble des risques naturels sont liés à l'eau.

Leur fréquence et leur intensité s'accroissent.

Source : UN WATER

4 milliards de personnes, soit deux tiers de la population mondiale, connaissent des pénuries sévères d'eau au moins 1 mois par an, notamment en raison de sécheresses.

Source : Science Advances

500 millions de personnes connaissent des pénuries sévères d'eau toute l'année.

Source : Science Advances

Près d'un quart de la population mondiale, vivant dans dix sept pays, est en situation de stress hydrique très grave.

Source : World Resources Institute

LA STRATÉGIE EAH 2020-2025 DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Par Aude Lazzarini et Baptiste Lecuyot,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

En 2020, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'est dotée d'une stratégie Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) sur 5 ans afin de réaffirmer sa volonté d'une réponse humanitaire adaptée, qualitative et à fort impact, ciblant prioritairement la santé, la dignité et le bien-être des populations vulnérables affectées par une crise.

La stratégie EAH 2020-2025 de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'inscrit dans la logique mondiale des Objectifs de Développement Durable (ODD) et vise à atteindre, en contextes dégradés, les ODD 3 et 6 qui ciblent, respectivement, la santé et le bien-être et un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. Cette stratégie sectorielle repose sur 3 axes programmatiques prioritaires, pour lesquels SOLIDARITÉS INTERNATIONALE ambitionne d'améliorer les pratiques et de développer de l'expertise et des innovations, tout en promouvant le partage de connaissances du secteur et en portant la voix des populations affectées.

1 RENFORCER LA LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES

Cette volonté implique de renforcer la coordination multisectorielle et de multiplier les actions et initiatives conjointes des secteurs EAH et Santé. Elle inclut la consolidation des systèmes locaux de surveillance épidémiologique, dont la surveillance communautaire et environnementale, l'amélioration de la prédictibilité des épidémies et de l'efficacité des réponses rapides, le renforcement des services d'eau

potable, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements de santé et dans les "hotspots" urbains des maladies endémiques.

2 RENFORCER LA QUALITÉ DES INTERVENTIONS EAH EN PHASE D'ABSORPTION DES CHOC

Lors de cette première phase des réponses d'urgence, l'objectif est de mieux considérer le principe du "do no harm" ("ne pas nuire"), en systématisant (i) la mise en place de mesures de protection contre toute forme de violence et d'atteinte au bien-être et à la dignité des populations affectées, (ii) en contenant au maximum les risques sanitaires et (iii) en minimisant les impacts environnementaux négatifs.

Sur ce dernier point, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a notamment priorisé, pour la période à venir, une meilleure préservation et gestion des ressources en eau. L'objectif est, par exemple, de mettre en place, dès les phases initiales, un suivi intégré et une meilleure coordination de l'usage des ressources en eau. Lorsque ce n'est pas fait, cela peut amener à une surexploitation des ressources souterraines, comme déjà observé dans la région du Borno (Nigéria). L'exploitation de la nappe principale – dans un souci de réponse à la forte demande générée par l'afflux massif de déplacés internes – a induit une baisse significative de son niveau statique. L'absence de suivi et de mesure de l'utilisation de la nappe a limité la capacité des acteurs de terrain à réagir avant que son niveau ne devienne critique.

Un autre enjeu concerne l'assainissement. L'action humanitaire a tendance à se

concentrer sur la construction de latrines – pour confiner le risque sanitaire par la collecte et le stockage in situ des excréments – en "oubliant" les étapes ultérieures de vidange, de transport et de traitement des boues. Ces dernières sont généralement assurées par le secteur privé informel, qui n'a souvent ni les connaissances ni les moyens de prendre en compte l'environnement et les impacts négatifs de ses actions. De fait, il est difficile et coûteux de mettre en place des systèmes de traitement efficaces. La conception, le dimensionnement et la mise en service requièrent de l'expertise, des études et des formations. La question est donc la suivante : comment faire bien et rapidement des activités impliquant une temporalité opposée à celle de l'urgence, le tout, dans un contexte dégradé ?

3 RENFORCER LES SERVICES PUBLICS EAH DANS LES CONTEXTES DÉGRADÉS

Il s'agit d'accompagner les autorités locales, à travers le renforcement des capacités et l'appui technique, dans le maintien et/ou le renforcement des services publics EAH essentiels dans les zones dégradées, affectées par des crises chroniques, où la pression est accrue du fait d'une arrivée massive de déplacés forcés ou d'une flambée épidémique. Dans ces contextes, la gestion intégrée de la ressource en eau est également primordiale. Il faut systématiser les bonnes pratiques pour garantir un rendement optimal des infrastructures et un usage rationnel de la ressource et s'assurer ainsi qu'il n'y ait pas de surexploitation, dans une logique d'anticipation du relèvement futur de la zone, mais aussi de réduction des impacts des changements climatiques.

DÉPLOYER DES INTERVENTIONS EAH À GRANDE ÉCHELLE, EN TOUT LIEU ET À TOUT MOMENT

Par l'équipe de coordination (CAST) du GLOBAL WASH CLUSTER

L'EAU SOUS LE FEU DES BOMBES...

En 2019, l'aide humanitaire mondiale a atteint un nombre historique de personnes dans le besoin et le secteur de l'Eau*, de l'Assainissement et de l'Hygiène (EAH) était au cœur de ces interventions d'urgence. Trop souvent, pourtant, les actions EAH ne peuvent pas répondre aux normes humanitaires ou sectorielles mises en place, faute de capacités, de préparation et de financements. Du fait de ces lacunes, les services et l'aide fournis dans ce domaine ne sont pas pleinement en mesure de rendre compte de leurs actions et ne répondent pas de manière adéquate aux besoins et aux attentes prioritaires des populations concernées. Aussi est-il temps de redoubler nos

efforts en vue d'améliorer la capacité du secteur EAH à déployer dans l'ensemble du continuum/contiguum du lien entre action humanitaire et développement* des interventions s'inscrivant dans une démarche de qualité et de redevabilité, fondées sur la préparation et la résilience.

1 L'eau sous le feu des bombes, UNICEF, 2019

www.unicef.org/media/51351/file/Water-under-fire-2019-fr.pdf

2 Water Under Fire Volume 2, Strengthening sector capacity for a predictable, quality humanitarian response, UNICEF, 2020

www.unicef.org/reports/strengthening-sector-capacity-for-quality-humanitarian-response-2020

VERS UNE SOLUTION SECTORIELLE : FEUILLE DE ROUTE DU SECTEUR EAH POUR LA PÉRIODE 2020-2025



Vision, axes et piliers nécessaires au déploiement d'interventions humanitaires EAH de grande ampleur, en tout lieu et à tout moment

L'INTÉGRALITÉ DE LA FEUILLE DE ROUTE 2020-2025

DU GLOBAL WASH CLUSTER :

[DRIVE.GOOGLE.COM/FILE/D/1T1gTXQXBHR-](https://drive.google.com/file/d/1T1gTXQXBHR-)

[Y6VWIETzF77VQqHGf6HQW/VIEW](https://drive.google.com/file/d/1Y6VWIETzF77VQqHGf6HQW/view)

En s'appuyant sur des engagements collectifs renforcés et la participation stratégique de toutes les parties prenantes du secteur EAH, la Feuille de route 2020-2025 déploiera des approches novatrices visant à sauver des vies, à produire de meilleurs résultats en termes de santé publique et environnementale et à créer des synergies entre les différentes actions mises en œuvre pour répondre aux situations d'urgence aiguës et complexes, aux crises humanitaires et au développement à long terme.

Pour atteindre cet objectif, trois axes stratégiques et trois piliers préalables intégrant les principes fondamentaux de l'aide humanitaire ont été définis (voir l'encadré Vision ci-contre).

Dix-sept initiatives stratégiques ont été définies par les partenaires du secteur pour la mise en œuvre de la Feuille de route 2020-2025. Le coût total de ces initiatives se monte à plus de 12,7 millions d'euros sur 5 ans.

La feuille de route a été élaborée par l'équipe de Coordination (CAST) du Cluster Global WASH (GWC) avec la contribution et le soutien des partenaires du Cluster en coopération avec les membres du Groupe de WASH Inter-Agence, Action contre la Faim (ACF), Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge (FICR), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Oxfam GB, Médecins Sans Frontières (MSF), Norwegian Church Aid (NCA), RedR UK, Save the Children UK, Solidarités International (SI), Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Fonds international des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et Welthungerhilfe (WHH). Le GWC CAST souhaite remercier et exprimer sa gratitude pour les efforts des partenaires EAH qui ont contribué à cette stratégie.

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE LA STRATÉGIE EAH 2020-2025 DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE :

[BIT.LY/3QM8JXD](https://bit.ly/3QM8JXD)



SORTIR DE L'INEFFICACITÉ COLLECTIVE EN MARS 2023 ?

Par **GÉRARD PAYEN**, ANCIEN CONSEILLER POUR L'EAU DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES ET VICE-PRÉSIDENT DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU ET DE L'ASTEE

Alors qu'une "rare" conférence sur l'eau est prévue en mars 2023 aux Nations unies, Gérard Payen exhorte la communauté internationale à sortir de l'inertie pour faire de ce rendez-vous un événement historique à la fois porteur de décisions politiques fortes et d'un agenda annuel afin d'atteindre l'Objectif 6 des ODD 2030.

Les gouvernements discutent d'eau douce dans des événements internationaux en si grand nombre que leurs travaux sont aujourd'hui fragmentés, organisés en événements disparates, sans fil conducteur et peu coordonnés. Eux-mêmes, ainsi que la plupart des acteurs de la communauté internationale, ont du mal à s'y retrouver. ONU-Eau assure tant bien que mal une coordination technique

mais la coordination au niveau politique des différentes actions liées à l'eau reste à inventer. Ces nombreux événements sont néanmoins utiles pour faire évoluer les connaissances et préparer des décisions futures. Par exemple, les Forums mondiaux de Mexico (2006) et d'Istanbul (2009) ont préparé la reconnaissance du droit de l'homme à l'eau potable en 2010, celui de Marseille (2012) et le Sommet de Budapest de 2013

ont contribué à l'adoption en 2015 d'un Objectif de Développement Durable (ODD) dédié à l'eau.

En mars 2023, une Conférence internationale sur l'Eau se tiendra sous l'égide des Nations unies. Elle rassemblera tous les gouvernements sous la co-présidence du Tadjikistan et des Pays-Bas. Ce sera un événement majeur car seules les réunions ONU peuvent donner lieu au niveau mondial à des décisions politiques considérées comme engageantes par les États et faisant l'objet de suivis opérationnels dans le temps. Les nombreuses réunions intergouvernementales organisées par des États en marge de l'ONU peuvent aboutir à des conclusions utiles mais celles-ci restent habituellement sans lendemain car sans mécanisme institutionnel de suivi. Aux Nations unies, la plupart des réunions dédiées à des sujets Eau sont organisées par des agences ONU ou des secrétariats de traités internationaux spécialisés dans un domaine particulier concernant une partie seulement des enjeux de l'eau. Une conférence internationale qui traite de l'ensemble des enjeux de l'eau douce (eaux de toutes sortes et assainissement) est ainsi un événement rarissime à l'ONU. Alors que les enjeux de l'eau sont croissants, interagissent chaque année davantage et sous-tendent une grande partie des ODD, cette conférence de 2023 sera donc une des très rares occasions de prendre au niveau mondial des décisions collectives utiles pour une meilleure gestion des enjeux de l'eau.

LA VISION COHÉRENTE DES ODD

En 2015, une révolution a eu lieu. L'adoption des ODD a conduit pour la première fois les gouvernements à considérer tous les grands enjeux de l'Eau dans un programme mondial. Jusque-là, seuls l'eau potable et l'accès aux toilettes faisaient l'objet d'objectifs communs. En 2015, cette vision très partielle a été complétée par des objectifs sur la gestion des ressources en eau, celle des pollutions

et des eaux usées, les écosystèmes hydriques, les inondations, la participation des citoyens, l'eau dans les écoles, l'adaptation aux changements climatiques, le fonctionnement des villes, etc. Bref, une vision complète des enjeux de l'eau est apparue. Vingt cibles ODD sont directement liées à l'Eau. Formidable ! Hélas, depuis 2015, cela n'a pas changé grand-chose au niveau intergouvernemental. Comme si les errements antérieurs avaient repris leurs droits. En 2018, lors du Forum politique ONU de haut niveau sur le développement durable (HLPF), les gouvernements ont parlé d'eau pendant trois heures mais n'ont rien décidé de nouveau. Pire, en octobre 2019 lors de leur premier Sommet ODD, ils se sont gargarisés de leurs progrès en matière d'accès à l'eau potable en flagrante contradiction avec les statistiques mondiales qui laissent entrevoir que l'accès universel à l'eau potable ciblé pour 2030 ne sera pas atteint avant le 23^e siècle au rythme des politiques actuelles. Depuis 2015, il n'y a pas eu de travaux intergouvernementaux visant à reconnaître et à corriger les insuffisances vers l'atteinte des cibles ODD liées à l'eau. Ce manque d'activité sur l'ensemble des aspects de l'eau résulte de l'absence de forum politique ONU dédié à l'eau. Contrairement à la plupart des grandes thématiques des ODD qui ont chacune une plateforme intergouvernementale dédiée se réunissant régulièrement au niveau politique, l'Eau n'a pas cette chance et reste déshéritée politiquement. Le besoin de cohérence et d'efficacité collective est criant mais très peu discuté tant sont nombreux les acteurs institutionnels, pays ou agences ONU, qui voient plus d'intérêts au statu quo.

UNE RÉUNION POLITIQUE ONU SUR L'EAU EST UN ÉVÉNEMENT RARE, BIEN TROP RARE

Certains disent que la Conférence internationale de 2023 sera la première depuis celle de Mar-del-Plata en

1977. C'est faire peu de cas de la réunion de 2005 de la Commission du Développement Durable de l'ONU qui a réuni tous les gouvernements pendant deux semaines et a conduit à une résolution ONU de neuf pages sur la gestion intégrée des ressources en eau, la préservation des écosystèmes, l'eau potable et l'assainissement, y compris le traitement et la réutilisation des eaux usées. Ceci étant, depuis 2005, les seules résolutions significatives ONU sur l'Eau ont été l'instauration de l'Année internationale de l'assainissement (2008), la reconnaissance en 2010 du droit de l'homme à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et l'adoption en 2015 des ODD.

La Conférence ONU de 2023 sera ainsi l'un des très rares événements permettant des décisions sur l'ensemble des enjeux de l'Eau. Ce sera l'occasion de donner plus d'efficacité aux travaux intergouvernementaux sur l'Eau en décidant d'organiser chaque année, comme cela se fait pour les autres grandes thématiques des ODD, une réunion intergouvernementale ONU sur l'ensemble des cibles ODD liées à l'Eau. Cela permettrait à la fois d'assurer une cohérence politique aux nombreux travaux éparpillés actuellement et de s'organiser pour atteindre l'ODD 6 et tous les objectifs mondiaux liés à l'Eau. Une telle décision ne pourra être prise en 2023 que si les esprits s'y préparent activement et l'anticipent suffisamment. C'est l'un des principaux enjeux du 9^e Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu à Dakar en 2022.

La Conférence de 2023 décidera-t-elle de réunions politiques régulières des Nations unies sur l'ensemble des cibles ODD liées à l'Eau ? Si oui, cette conférence sera quasi-historique. Si cette occasion est manquée, la communauté internationale de l'eau ne pourra que se blâmer elle-même de la continuation de sa faible efficacité collective, du déficit d'attention politique portée à l'Eau et de la lenteur des progrès vers les cibles ODD liées à l'Eau.



LUTTE CONTRE LES ÉPIDÉMIES

Face à la pandémie de Covid-19, les messages de sensibilisation aux gestes barrières et plus particulièrement au lavage des mains se sont multipliés. Mais le simple geste de se laver les mains est loin d'être une évidence partout à travers le monde. Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, l'accès à des services d'alimentation domestique en eau est insuffisant voire inexistant. Dans ces conditions, comment se protéger efficacement contre les épidémies et plus globalement contre toutes les maladies liées à l'eau insalubre ? Les expériences de la lutte contre le choléra en Haïti mais aussi dans le Bassin du Lac Tchad ou encore contre Ebola en République démocratique du Congo montrent que rien ne sera possible sans la mise en place de réponses coordonnées, inclusives et durables.

PANDÉMIE DE COVID-19 : UNE CRISE INÉDITE EXIGEANT UNE ADAPTATION RAPIDE DES RÉPONSES

Par SOPHIE BONNET, RÉFÉRENTE TECHNIQUE
SANTÉ PUBLIQUE POUR SOLIDARITÉS INTERNATIONALES

Plus d'un an après le début de la propagation de la Covid-19 à travers le monde, SOLIDARITÉS INTERNATIONALES dresse un état des lieux de l'impact de la pandémie et des réponses mises en place dans plusieurs pays d'intervention où les capacités sanitaires sont insuffisantes pour faire face à cette crise sans précédent.

Avec près de 112 millions de cas confirmés à l'heure où nous écrivons ces lignes*, la pandémie de Covid-19 aura mis à rude épreuve l'ensemble des systèmes de santé. Elle aura également aggravé la fracture sociale et les conditions de vie des communautés les plus vulnérables, en particulier celles situées dans les zones de conflits. Face à cette crise sans précédent, SOLIDARITÉS INTERNATIONALES, en tant qu'acteur humanitaire engagé et de première ligne, a su adapter ses activités sur le terrain (Eau, Assainissement et Hygiène, Sécurité alimentaire et moyens d'existence, etc.) afin de répondre au mieux aux besoins des populations auxquelles nous apportons notre aide.

Avec plus de 153 000 cas recensés, le Nigéria est l'un des pays les plus touchés sur le continent africain. SOLIDARITÉS INTERNATIONALES a ouvert une mission dans l'État de Borno en 2016 et travaille entre autres sur des activités de prévention et de réponse choléra. Forte de son expérience en tant que coordinatrice de la Task Force Choléra dans la région ces dernières années, notre ONG a pu proposer des activités de prévention et de réponse appropriées à la Covid-19. Nos équipes ont notamment obtenu un financement pour constituer des kits d'hygiène spécifiques, mettre en place des activités de sensibilisation (gestes barrières, distanciation physique, port du masque, etc.) et améliorer les conditions sanitaires et d'accès à l'eau potable.

Au Cameroun, où nous sommes présents depuis 2014, 33 749 cas confirmés de Covid-19 ont été recensés. Pour lutter contre l'épidémie, SOLIDARITÉS INTERNATIONALES collabore avec Action contre la Faim et le ministère de la Santé Publique du pays dans le cadre d'un projet financé par l'Agence française de développement (AFD). Nos équipes interviennent dans les centres de quarantaine/isolation, en particulier pour tout ce qui concerne l'installation de stations de lavage des mains, la gestion des déchets et la prévention et le contrôle des infections. SOLIDARITÉS INTERNATIONALES agit également dans les camps de réfugiés centrafricains afin de mener des activités de sensibilisation de masse par le biais des chefs traditionnels et des relais communautaires.

En Asie du Sud-Est, le Bangladesh recense plus de 544 000 cas confirmés de Covid-19. Depuis 2010,

SOLIDARITÉS INTERNATIONALES intervient dans les camps de réfugiés Rohingyas et auprès des populations hôtes dans le sud-est du pays. Malgré la mise en place dès mars 2020 d'un confinement très strict limitant l'accès aux communautés et une hausse du taux d'incidence, notre ONG a pu continuer ses activités essentielles en les adaptant à la Covid-19 (distribution de kits d'hygiène, désinfection des infrastructures sanitaires..).

Toutefois, certains travaux estimés non essentiels (construction et réhabilitation de latrines ou de réseaux d'eau) ont été mis en attente pendant le confinement. Des activités de sécurité alimentaire ont pu se dérouler au travers de la distribution de semences en vue de la mousson. Au Myanmar (près de 141 000 cas confirmés), nos activités ont principalement ciblé les États du Rakhine et du Kachin, où se trouve la majorité des déplacés, avec de l'approvisionnement et du traitement de l'eau, des distributions de kits Covid-19, des constructions de stations de lavage de mains et de la sensibilisation auprès des communautés.

Ces activités ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres. Grâce à l'efficacité des équipes sur le terrain et les expertises apportées par SOLIDARITÉS INTERNATIONALES mais aussi par les autres acteurs (agences onusiennes, ONG locales et internationales, ministères de la santé, bailleurs de fonds, société civile), il a été possible de mettre en place une réponse d'envergure. La mobilisation de tels moyens humains, financiers et logistiques a constitué des défis auxquels nous avons pu faire face tous ensemble. Cependant, il est crucial de maintenir ce niveau d'aide afin de renforcer les compétences des autorités locales dans la lutte contre de futures épidémies et pandémies mais aussi de développer des stratégies claires et opérationnelles post-pandémie.

**IL EST CRUCIAL
DE MAINTENIR L'AIDE
POUR RENFORCER
LES COMPÉTENCES
LOCALES FACE AUX
FUTURES ÉPIDÉMIES.**

* Tableau de bord de l'université Johns Hopkins, 25 février 2021
coronavirus.jhu.edu/map.html

LE CHOLÉRA EN HAÏTI ET LA COVID-19 À PARIS :

Par **RENAUD PIARROUX**,
ÉPIDÉMIOLOGISTE **PAS SI DIFFÉRENTS QUE ÇA !**

Renaud Piarroux est chef du service de parasitologie-mycologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris et professeur à la faculté de médecine Sorbonne Université. Spécialiste mondialement reconnu des épidémies de choléra et acteur de la lutte contre la Covid-19, il a accepté pour SOLIDARITÉS INTERNATIONAL de livrer son analyse de la crise sanitaire actuelle. À ses yeux, un lien peut être tissé entre l'expérience de la lutte contre le choléra en Haïti et celle du combat qui se joue depuis plusieurs mois contre la Covid-19 en France.

Faire le rapprochement entre l'épidémie de choléra en Haïti et la vague de Covid-19 à Paris peut paraître surprenant tant les deux situations semblent ne rien avoir en commun : les agents en cause (bactérie versus virus), les signes cliniques et les traitements ne sont pas les mêmes, tout comme les modes de propagation, à l'exception de la transmission par les mains, commune aux deux maladies. Le contexte, surtout, est complètement différent. D'un côté une maladie associée au sous-développement survenue dans un contexte d'effondrement politique, économique et social, de l'autre une épidémie frappant une riche métropole d'Europe dans un contexte social tendu certes, mais ne remettant pas en cause la stabilité globale de la société. Pourtant, au-delà de ces différences essentielles, de nombreuses similitudes existent entre les deux catastrophes.

L'EXPÉRIENCE DE LA CONTROVERSE HAÏTIENNE

L'épidémie de choléra a frappé Haïti en octobre 2010 alors que le pays était déjà mis à l'épreuve par un tremblement de terre particulièrement meurtrier (entre 100 000 et 300 000 morts) survenu huit mois plus tôt. En seulement quelques jours, les cas de choléra ont explosé le long de l'Artibonite, principal fleuve d'Haïti. Bien que les investigations épidémiologiques aient rapidement identifié le point de départ à proximité immédiate d'un camp de casques bleus tout juste arrivés du Népal alors en proie au choléra, l'hypothèse d'une importation du dangereux microbe par les soldats a immédiatement été écartée par les experts de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et diverses agences de l'ONU. Des universitaires étasuniens sont alors montés au créneau pour abonder dans ce sens et rattacher cette épidémie au réchauffement climatique et à l'émergence de la bactérie responsable à partir des eaux saumâtres du delta de l'Artibonite. Au fil du temps, cependant, cette thèse a

été démentie par des études épidémiologiques et par la comparaison des génomes des souches isolées lors des épidémies au Népal et en Haïti. Les preuves scientifiques de la responsabilité des soldats de l'ONU s'accumulant, la thèse climatique est apparue de moins en moins crédible, fragilisant le discours des experts de l'OPS et des universitaires appelés en renfort, ainsi que le positionnement de l'ONU, niant toute responsabilité dans la catastrophe. Ce n'est que six années plus tard, que Ban Ki-moon, alors secrétaire général de l'ONU, reconnu implicitement la responsabilité de son organisation et présenta ses excuses au peuple haïtien.

Cette controverse sur l'origine de l'épidémie, associée à la défiance de nombreux haïtiens vis-à-vis de l'ONU comme de leurs gouvernements successifs ont entravé l'instauration d'un climat de confiance dans la mise en place des activités de lutte contre le choléra. Faute de consensus politique et scientifique sur la stratégie à adopter, les actions de lutte, en particulier basées sur l'intervention d'équipes mobiles chaque fois qu'un nouveau cas était détecté, ont mis des années à s'organiser et à être mises en œuvre de manière satisfaisante. De ce fait, l'épidémie s'est poursuivie année après année sous forme de vagues successives séparées par des périodes d'accalmie relative. La lutte n'a finalement connu un tournant favorable qu'à la fin de l'année 2016, lorsque par ses excuses, Ban Ki-moon a remis le combat contre le choléra à l'agenda politique de la communauté internationale. Deux ans plus tard, en février 2019, le dernier foyer de choléra était éteint à proximité du delta de l'Artibonite. Depuis, plus aucun cas de choléra n'a été diagnostiqué en Haïti.

FAUTE DE CONSENSUS POLITIQUE ET SCIENTIFIQUE, LES ACTIONS DE LUTTE ONT MIS DES ANNÉES À S'ORGANISER.

L'IMPORTANCE DE LA CONFIANCE ET DU RÔLE DES POPULATIONS

Une maladie meurtrière sévissant sous forme de vagues successives dans un contexte de défiance de la population vis-à-vis des autorités politiques, une controverse scientifique sur l'origine puis sur le devenir de l'épidémie et les moyens d'y mettre fin, une perte de crédibilité des experts soupçonnés de cacher la vérité et de poursuivre d'autres buts que d'informer objectivement, et finalement une grande difficulté à mettre en place une stratégie cohérente et des activités de lutte efficaces : on voit bien ici que la crise sanitaire et sociétale provoquée en France par la Covid-19 comporte de nombreuses similitudes avec l'épidémie de choléra en Haïti. Dans ce contexte, deux points méritent d'être soulignés car ils conditionnent le succès ou l'échec de la lutte contre la Covid-19 durant les mois qui viennent, du moins tant que la population n'est pas vaccinée.

Le premier est la nécessité impérieuse d'instaurer une relation de confiance entre la population et les autorités scientifiques et politiques impliquées dans la conception et la mise en œuvre des activités de lutte contre une épidémie. À l'évidence, en Haïti comme en France, cette relation a très vite été altérée par les incohérences, et parfois les mensonges, dans les discours prononcés au fil du temps par certains experts et décideurs. Face à une faute sanitaire à l'origine d'une épidémie – cas de l'introduction du choléra en Haïti – ou mettant en péril la réponse à l'épidémie – cas de l'impréparation et du manque de matériel de protection pour faire face à la Covid-19 en France – la tentation a été grande de dissimuler la vérité et de chercher des explications pseudo-scientifiques permettant d'éluider la question. En Haïti, l'accent a été mis sur le contexte environnemental, la pauvreté du pays et l'absence de respect des gestes d'hygiène par la population. En France, il a été expliqué que la population n'avait pas besoin de masques ni d'autres moyens de protection. Pas même des masques en tissus que nous aurions pu produire très rapidement. En politique, il est conseillé, semble-t-il, de ne jamais reconnaître ses erreurs. Cela permet de ne pas perdre l'avantage sur l'adversaire. Notons simplement ici que lorsque l'adversaire est un virus, cette attitude a un coût faramineux en termes de vies humaines. De plus, comme ces erreurs ne peuvent être dissimulées indéfiniment, les occultes débouchent sur des controverses alimentant des discours complotistes et sapant la confiance d'une part croissante de la population. Les consignes passées pour enrayer la propagation de l'épidémie sont alors mal respectées, la situation se dégrade. L'épidémie s'enlise.

Le deuxième point porte sur le rôle central que la population joue dans la maîtrise des épidémies. Face

au choléra comme à la Covid-19, ce sont les gens qui respectent ou non les mesures d'hygiène et les gestes barrières. Ce sont aussi eux qui décident, ou pas, d'aller se faire soigner, en particulier lorsqu'ils présentent des formes modérées de la maladie. Ce sont eux enfin, qui ouvrent, ou n'ouvrent pas, leur porte aux équipes chargées de lutter contre les épidémies. Et dans le cas de la Covid-19, c'est à eux qu'on demande de délivrer l'identité de leurs contacts, une étape incontournable pour casser les chaînes de transmission autour des cas.

FACE AU CHOLÉRA COMME À LA COVID-19, CE SONT LES GENS QUI RESPECTENT OU NON LES MESURES D'HYGIÈNE ET LES GESTES BARRIÈRES.

L'ATOUT PRÉCIEUX DES ÉQUIPES MOBILES

En Haïti, à force d'arpenter le terrain et d'apporter à chacun les moyens qui lui manquaient pour se protéger contre le choléra, les équipes mobiles ont peu à peu inspiré la confiance des gens. Nous avons pu vérifier, lors de tournées de supervision, que les consignes d'hygiène étaient bien comprises et respectées dès lors qu'il devenait possible de les appliquer. Les équipes mobiles ont développé un savoir-faire et se sont forgées une réputation. L'impact de leurs interventions s'en est trouvé augmenté. En France, la stratégie d'équipes mobiles intervenant auprès des malades et de leurs familles en est encore à ses balbutiements. Jugée initialement trop complexe à mettre en œuvre, elle n'a pu être implémentée qu'à Paris (COVISAN), à Cayenne (YANACOV) et à Marseille (CORHESAN), et encore, en ne couvrant qu'une partie limitée de ces trois agglomérations. Face à la lassitude des gens et la défiance envers un pouvoir central jugé déconnecté du terrain, ces équipes constituent pourtant un atout précieux pour aider la population à s'organiser contre l'épidémie.

Le cas du choléra en Haïti et de la Covid-19 ne sont finalement pas si différents. D'ailleurs, il existe une filiation directe entre la stratégie des équipes mobiles en Haïti et à Paris. C'est en effet sur le modèle de la lutte contre le choléra en Haïti et avec l'aide d'un ancien Directeur pays de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL que la première antenne COVISAN a été lancée en avril dernier à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière.

* Renaud Piarroux est l'auteur de deux ouvrages : *Choléra. Haïti 2010-2018, histoire d'un désastre (2019)* et *La vague. L'épidémie vue du terrain (2020)*.

BASSIN DU LAC TCHAD : DES ÉPIDÉMIES DE CHOLÉRA

Par ALLASSANE TRAORÉ,
RÉFÉRENT EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE
POUR SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (BUREAU DE DAKAR)

TRANSFRONTALIÈRES

Dans le bassin du Lac Tchad, le succès de la lutte contre le choléra ne pourra passer que par une coopération renforcée et durable entre les différents pays de la région.

Les premières épidémies de choléra ont vu le jour dans le bassin du Lac Tchad en 1971 lors de l'extension de la septième pandémie jusqu'en Afrique de l'Ouest. Mais c'est surtout l'année 1991 qui a marqué un tournant avec une fréquence annuelle accrue des épidémies et une ampleur atteignant 80 600 cas et 9 800* décès pour les quatre pays du bassin du lac Tchad : le Niger, le Nigéria, le Tchad et le Cameroun. Des études géographiques, anthropologiques et épidémiologiques menées depuis plusieurs années démontrent le caractère transfrontalier de la diffusion des processus épidémiques dans la région.

En 2010, le Niger, le Nigéria, le Tchad et le Cameroun ont été affectés par une des épidémies les plus importantes depuis l'émergence du choléra en Afrique de l'Ouest. On peut estimer son ampleur à environ 58 000 cas et 23 000 décès dans les quatre pays, dont une large partie notifiée dans la zone du bassin. Cette épidémie régionale est la seconde plus grande enregistrée ces quarante dernières années.

Depuis 2012, les contextes de transmission, les routes de propagation des épidémies ainsi que les "hotspots" ont été analysés et documentés afin de mieux anticiper les alertes nationales et transfrontalières et améliorer la

capacité de réponse précoce. Des fiches d'information ("fact sheets") sur l'évolution des épidémies dans le bassin ont ainsi été élaborées depuis 2013 et mises à jour en 2017 avec le soutien de la plateforme régionale choléra et grâce à un travail de collaboration étroite avec les acteurs nationaux et régionaux.

Selon les données de ces "fact sheets", entre 2010 et 2017, la surveillance épidémiologique a enregistré 37 396 cas et 1 646 décès au Cameroun (taux de létalité = 4,4 %) ainsi que 122 239 cas et 3 713 décès au Nigéria (taux de létalité = 3 %). En observant les courbes épidémiologiques, on constate que ces pays sont souvent touchés à la même période avec un démarrage dans un pays et ensuite une propagation dans les pays voisins.

En 2018, selon les données de la plateforme choléra, le Nigéria et le Niger ont connu un épisode épidémique relativement important avec respectivement 29 239 cas et 3 803 cas contrairement au Cameroun qui a enregistré 1 017 cas et au Tchad qui a été épargné. L'année 2019 a globalement confirmé cette relative accalmie avec moins de cas enregistrés par rapport à 2018, grâce notamment à la baisse drastique des cas au Nigéria (seulement 3 513).

Selon les données épidémiologiques, le bassin du lac Tchad reste l'une des régions du monde les plus touchées par les flambées. Le profil épidémiologique de cette région est préoccupant au vu de la succession annuelle des épidémies et de leur incidence.

La gestion durable et efficace des questions liées au choléra dans la zone

doit passer par une forte collaboration entre les pays et notamment entre les "hotspots", en termes d'alerte, d'échange d'informations et de réponse coordonnée.

À cet égard, plusieurs progrès ont été réalisés dans la collaboration transfrontalière entre les pays de la région grâce à la mobilisation, à l'appui technique et à la coordination de la plateforme régionale choléra. Cette plateforme cogérée par l'UNICEF et l'OMS a activement contribué à créer un cadre de rencontre et de partage entre les pays du bassin. Plusieurs ateliers transfrontaliers (dont le tout dernier à N'Djamena en 2018) ont eu lieu afin de faire avancer cette problématique majeure pour l'élimination du choléra. Ces actions ont permis de mettre en contact les acteurs nationaux, d'échanger des informations et des alertes. Malgré ces efforts, beaucoup de défis restent cependant à relever tels que la formalisation de la collaboration transfrontalière à toutes les échelles de la structure sanitaire, le renforcement de la détection rapide, de la préparation, de la réponse multisectorielle et de la coordination.

1 UNICEF Août 2011, Évaluation intégrée EHA et Épidémiologie du choléra dans le bassin du Lac Tchad
plateformecholera.info/attachments/article/400/12-WCA_2011_SLL_UNICEF_EIHAEP_FR.pdf
2 UNICEF/ECHO 2018, Cholera Factsheet Tchad, Niger, Nigeria et Cameroun
plateformecholera.info/index.php/cholera-in-wca/cholera-factsheet

EN RDC, L'EXPÉRIENCE DE LA LUTTE CONTRE EBOLA

Par JUSTINE MUZIK PIQUEMAL,
RESPONSABLE RÉGIONALE,
et BRIAN MALAPEL, DIRECTEUR PAYS ADJOINT EN RDC,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

La dixième* épidémie de maladie à virus Ebola qui a sévi en République démocratique du Congo (RDC) de 2018 à juin 2020 s'est soldée par un bilan tragique de 2 277 morts. Seule l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest (2013-2016), avait fait plus de victimes. Retour sur la seconde épidémie la plus grave qu'ait connue l'Afrique subsaharienne.

En tant qu'acteur humanitaire spécialiste de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (EAH), SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'est engagée dès 2014 dans la lutte contre l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) en Afrique de l'Ouest, aux côtés de Médecins du Monde, dans un centre de traitement Ebola en Sierra Leone. Nos équipes ont pris en charge la gestion de l'EAH, les protocoles de prévention et de contrôle des infections et se sont impliquées dans la mobilisation des communautés, en menant des campagnes de prévention au sein des écoles et en soutenant les autorités sanitaires.

UNE COMBINAISON COMPLEXE D'ENJEUX

En République démocratique du Congo, les phénomènes de peur et de stigmatisation liés aux vagues d'épidémie de MVE suscitent violences et résistances au sein d'une majorité de la population. Ce contexte vient complexifier la mise en place d'une stratégie de réponse humanitaire adaptée et sécurisée et représente un obstacle à la bonne mise en œuvre des actions de prévention, de diagnostic et de sensibilisation communautaire nécessaires à la limitation de la propagation de l'épidémie. Et cela alors que les affrontements armés récurrents dans le pays et les déplacements de populations qui s'en suivent accentuent les besoins humanitaires et la pression sur les infrastructures EAH déjà déficientes (faiblesse du service public de l'eau, taux d'accès à des infrastructures d'assainissement fonctionnelles limités, pratiques d'hygiène inadéquates, etc.), et créent ainsi un terreau favorable à la

propagation communautaire de la maladie.

Face à cet environnement complexe, notre ONG n'a jamais suspendu ses activités. Nous les avons adaptées (distribution de semences, de cash ; activités EAH, etc.), afin de pouvoir répondre aux besoins des populations au cœur même des zones à fort risque de propagation, dans un souci continu de "do no harm" ("ne pas nuire") envers nos bénéficiaires et nos équipes.

LES RÉPONSES DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Dès septembre 2019, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a mis en place un projet de réponse Ebola, financé par l'UNICEF, à Butembo (Nord-Kivu). Ce programme vise à améliorer l'accès au service d'eau potable pour la population de la ville (près de 90 000 personnes bénéficiaires), renforcer les connaissances et l'implication des acteurs institutionnels et contribuer à la prévention et à la réduction de la propagation d'épidémies, en particulier du virus Ebola. Au-delà de la construction d'ouvrages hydrauliques, les techniciens des réseaux d'eau ont reçu des formations techniques et ont été sensibilisés à l'analyse et au traitement de l'eau.

Dans le cadre de la réduction de l'impact et de la prévalence des maladies à potentiel épidémique, notre ONG mène également un projet EAH, financé par l'UNICEF, auprès des communautés affectées par Ebola dans les zones de santé de Mabalako et Mandima (Nord-Kivu). Il a pour objectif de permettre aux populations concernées d'accéder à des installations EAH fonctionnelles, dans les écoles primaires et les structures

de santé des zones d'intervention du projet et de sensibiliser les enfants, les familles et les personnels des structures publiques aux bonnes pratiques en matière d'EAH.

LA NÉCESSITÉ D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE

La fin récente, en novembre 2020, de la 11^e épidémie d'Ebola en RDC démontre qu'il reste crucial de répondre aux besoins des populations vulnérables, notamment dans le secteur de l'EAH, afin de prévenir et endiguer toute future maladie à fort potentiel épidémique. Les populations doivent être intégrées au cœur de la réponse, par le biais d'activités de sensibilisation et d'engagement communautaire, de rapprochement du soin et des activités EAH. À cet égard, l'adoption d'une approche multisectorielle intégrée EAH, Santé et Nutrition, associant constructions/réhabilitations des infrastructures et formations/sensibilisations est essentielle. Il s'agit en effet de mettre en œuvre des projets sur le moyen/long terme, ayant pour but l'amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène des communautés et des lieux publics et ainsi d'éviter d'intervenir uniquement en post-urgence.

1 Les épidémies de maladie à virus Ebola en RDC sont datées et localisées ainsi :
• 1^{re} vague 1976, Province de l'Équateur,
• 2^e vague 1977, Équateur,
• 3^e vague 1995, Bandundu,
• 4^e et 5^e vague 2007-2008, Kasai,
• 6^e vague 2012, Province Orientale,
• 7^e vague 2014, Équateur,
• 8^e vague 2017, Province Orientale,
• 9^e vague 2018, Équateur,
• 10^e vague 2018, Nord-Kivu et Ituri,
• 11^e vague 2020, Nord-Kivu.
2 SOLIDARITÉS INTERNATIONALE se mobilise contre Ebola en RDC, mai 2018

PERSONNES DÉPLACÉES : UN SEUIL HONTEUX A ÉTÉ FRANCHI

Par EMMETT KEARNEY, RESPONSABLE EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE, UNHCR

Au milieu de l'année 2020, au cœur des bouleversements mondiaux déclenchés par la pandémie de Covid-19 et ses diverses répercussions sur l'humanité, nous avons franchi silencieusement un triste seuil. Aujourd'hui, il y a plus de 80 millions de personnes déplacées dans le monde. Cela veut dire que plus de 1 % de l'humanité a été déplacé par les conflits, la persécution et les violations des droits de l'homme.

Les déplacements de population n'ont pas augmenté de manière constante et inexorable au cours des dernières décennies. En fait, le nombre de déplacés a presque doublé en dix ans, passant de près de 41 millions en 2010 à ce chiffre honteux de 80 millions aujourd'hui. Lors des décennies précédentes, il est resté relativement stable, en dessous de 40 millions.

Les raisons de cette hausse sont multiples, mais deux d'entre elles se démarquent des autres. Les nombreux déplacements massifs engendrés par des conflits en sont évidemment la première cause. 67 % des réfugiés dans le monde sont issus de seulement cinq pays : la Syrie (6,6 millions), le Venezuela (3,7 millions), l'Afghanistan (2,7 millions), le Soudan du Sud (2,3 millions) et le Myanmar (1 million).

En ce qui concerne la deuxième raison, même si de nouveaux déplacements de populations ont eu lieu au cours des décennies précédant 2010, dont certains de grande envergure, des solutions ont depuis été trouvées. Certaines personnes déplacées sont rentrées chez elles, d'autres se sont intégrées au sein des communautés d'accueil ou encore ont été réinstallées dans des pays tiers. Au total, environ 25 millions de réfugiés sont rentrés chez eux dans les années 1990 et 2000, par rapport à seulement 3,9 millions dans les

années 2010.

COMMENT FAIRE PLUS AVEC MOINS ?

Face aux impacts socio-économiques de la Covid-19, y compris sur les budgets des bailleurs, et à l'intensification des effets du changement climatique, qui pourraient accroître les tensions des conflits actuels et engendrer de nouvelles crises complexes, à quoi doivent s'attendre les acteurs humanitaires spécialisés dans le domaine de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ? Comment pouvons-nous faire face à un nombre croissant de personnes déplacées si les fonds humanitaires ne sont pas suffisants ? Comment pouvons-nous relier l'aide humanitaire avec les projets de développement pour nous assurer que les personnes déplacées soient incluses dans la perspective des Objectifs de Développement Durable (ODD), et ne soient pas davantage laissées de côté ? Comment faire plus avec moins ?

L'inclusion est un concept émergent, qui recouvre de nombreux axes de travail.

LES PERSONNES RÉFUGIÉES ET DÉPLACÉES DOIVENT ÊTRE INCLUSES DANS LA PERSPECTIVE DES ODD

L'éventail grandissant d'acteurs va devoir s'y intéresser de près, afin de rechercher des solutions plus durables autant que possible. Les personnes réfugiées et déplacées doivent être incluses :

dans le suivi et les rapports des ODD, dans les stratégies de développement et de collecte de fonds, dans les mécanismes améliorés

d'information et de redevabilité ciblant les personnes déplacées et les communautés d'accueil, à tous les niveaux de plaidoyer et à travers diverses démarches telles que l'approche basée sur les droits de l'homme, par leur intégration officielle dans les prestations de services de proximité, grâce à des transitions plus rapides et mieux coordonnées entre les programmes d'urgence et les projets durables, et dans bien d'autres domaines.

Afin de progresser sur l'inclusion, les acteurs humanitaires vont devoir tisser des liens plus forts et apprendre à mieux interagir avec les déplacés, les communautés d'accueil, les acteurs de développement, les acteurs locaux et les interlocuteurs gouvernementaux. Un large éventail d'acteurs a déjà entrepris ce travail dans certains contextes ; des enseignements ont été tirés et des modes d'emploi sont en cours de rédaction, mais des efforts collectifs supplémentaires seront nécessaires.

Le chiffre de 80 millions de déplacés démontre que les dirigeants politiques n'ont pas su trouver de solutions. Pour les acteurs humanitaires, cela signifie que nous devons nous adapter à des défis de plus en plus complexes, que nous devons innover et utiliser de nouvelles approches dans notre travail, et que nous devons définir nos objectifs et impliquer les populations affectées.

80
MILLIONS DE DÉPLACÉS

26,4
MILLIONS DE RÉFUGIÉS

45,7
MILLIONS DE DÉPLACÉS INTERNES

4,2
MILLIONS DE DEMANDEURS D'ASILE

3,6
MILLIONS DE VÉNÉZUÉLIENS DÉPLACÉS À L'ÉTRANGER

TRANSFERTS MONÉTAIRES, PROGRAMMATION BASÉE SUR LES MARCHÉS ET EAH : UN POTENTIEL À EXPLORER POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Par **NATHALIE KLEIN**,
REPRÉSENTANTE RÉGIONALE
et **ABDOULAYE HAMIDOU**,
RESPONSABLE DU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS,
CALP AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Dans certaines zones affectées par des crises, et particulièrement au Sahel central où les besoins humanitaires ne cessent d'augmenter, de nouvelles méthodes basées sur les transferts monétaires et les marchés peuvent contribuer à améliorer l'impact des interventions Eau, Assainissement et Hygiène (EAH).

Début 2020, plus de 5 millions de personnes avaient besoin d'une aide d'urgence dans le secteur de l'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) au Sahel central. Les conflits, les déplacements forcés et la Covid-19 ont aggravé une situation structurellement difficile en raison d'un manque de services et d'infrastructures adéquats*. Dans certaines zones, les acteurs privés prennent la relève et construisent des ouvrages d'eau dont l'accès est ensuite payant. Le secteur EAH demeure l'un des moins financés et les activités sont essentiellement la sensibilisation à l'hygiène et non une amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Il est donc pertinent d'envisager de nouvelles méthodes pour améliorer l'impact des interventions dans ce domaine.

La considération du Cluster global EAH pour les transferts monétaires (TM) et la programmation basée sur les marchés va croissante : conduite d'une série d'activités de renforcement de capacités et sensibilisation des acteurs du secteur en collaboration avec le CaLP (webinaires, formations dont ont bénéficié les acteurs de la région et bien d'autres*). Ces efforts vont se poursuivre, l'expérience n'étant qu'à ses débuts dans la région.

LES OPTIONS DE RÉPONSE

Une intervention basée sur les marchés se réfère à tous les types d'engagement

et d'intervention au sein des systèmes de marché, allant des actions qui apportent un soulagement immédiat à ceux qui y travaillent jusqu'au renforcement proactif des plateformes ou systèmes de marchés locaux*. En matière d'EAH, il peut s'agir de :

- **Améliorer l'offre**
Subventions aux distributeurs (réparation ou entretien des infrastructures), soutien technique, amélioration du transport.
- **Améliorer les infrastructures et les services secondaires**
Réhabilitation de routes à travers le travail contre argent, faciliter l'accès aux crédits.
- **Améliorer l'environnement des marchés**
Des réglementations existent la plupart du temps, mais pas toujours adaptées ou difficiles à appliquer en situation d'urgence.
- **Améliorer l'accès et la demande**
via des TM pour l'achat d'articles d'hygiène, le traitement de l'eau, le transport.

Certaines de ces actions peuvent être immédiates et d'autres nécessitent du temps. Il est crucial de travailler avec les autorités locales et le secteur privé sur les politiques publiques liées à l'eau : régulation des prix (promotion de forfaits progressifs, réduction des taxes), subventions pour les plus vulnérables, tout en permettant la collecte des fonds essentiels à l'entretien des ouvrages et l'investissement nécessaire.

L'IMPACT DE LA COVID-19

La pandémie a perturbé le fonctionnement des services dans certaines zones. L'approche basée sur les marchés, comme l'utilisation de TM à destination des populations les plus vulnérables, peut permettre de pallier la baisse des revenus et d'assurer l'accès aux biens et services de base incluant l'accès à l'eau et aux articles d'hygiène, tout en favorisant la reprise des marchés. Les TM doivent alors être conçus en prenant en compte les contraintes liées à l'épidémie. Ainsi le choix des modalités (espèces ou coupons) et mécanismes de distribution (paiements digitaux, bancaires...) basé sur des analyses contextuelles, peut réduire certains risques (points de contact) et permettre la continuité de l'aide*.

- 1 Au Burkina Faso, les besoins EAH ont augmenté de plus de 300 % de 2019 à 2020 (afflux de déplacés sans augmentation adéquate des points d'eaux et latrines).
- 2 Note de positionnement du GWC sur les TM, 2016 ; Étude Cash and Markets TWIG, 2020
- 3 CaLP/Markets in Crisis
- 4 Selon le rapport de performance du GHRP COVID de novembre 2020, l'augmentation des TM entre 2019 et 2020 est de 15 %. En RDC, le Cash Working Group a mesuré une hausse de 40 % (partiellement liée à l'amélioration du reporting).

INTERVENTIONS EAH ET PROTECTION : OÙ EN SOMMES-NOUS ?

Par **JÉROMINE REGNIER**, RÉFÉRENTE PROTECTION
ET REDEVABILITÉ, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Depuis plusieurs années, la protection transversale, c'est-à-dire la promotion d'un accès significatif, sûr et digne des personnes affectées par les crises aux réponses humanitaires, est devenue un enjeu central dans les interventions Eau, Assainissement et Hygiène (EAH). SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dresse le bilan de ses démarches en la matière.

Comme nous l'avons déjà souligné dans l'édition 2020 de notre *Baromètre**, la prise en compte des besoins spécifiques de certains groupes, par exemple des personnes en situation de handicap, la participation des femmes et des filles aux processus de prise de décision et in fine leur accès aux services mis en place mais aussi les risques de violence basée sur le genre, sont des problématiques majeures et récurrentes au sein des interventions EAH. Au cours des dernières années, les principes de protection se sont donc progressivement imposés au sein du secteur comme cadre d'analyse et de réponse pertinent. Dans cette mouvance, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL s'est emparée activement du sujet et a mené plusieurs avancées et initiatives, aussi bien sur plan institutionnel que sur le terrain.

AVANCÉES INSTITUTIONNELLES

Une politique "Protection Transversale", ferme et engageante

En 2020, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a institutionnalisé ses responsabilités en la matière en prenant des engagements opérationnels et concrets, pour intégrer les principes de protection de façon transversale à toutes les étapes de son action.

La protection transversale au cœur de notre stratégie EAH 2020-2025

Notre stratégie EAH intègre pleinement les enjeux de protection et reflète ainsi la volonté de notre organisation d'ancrer la protection transversale comme grille d'analyse et de réponse.

La QAAL : une initiative pour remettre les populations affectées au cœur de l'action humanitaire

Depuis un an, l'initiative Assurance Qualité et Redevabilité, sous l'égide du Global WASH Cluster et portée notamment par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, a permis de développer et diffuser de nouveaux outils pour adapter et améliorer les réponses EAH en fonction des problématiques locales (Lire notre article p. 27).

INITIATIVES ET BONNES PRATIQUES SUR LE TERRAIN

Cameroun : évaluer les risques de protection inhérents à nos projets pour une réponse adaptée, qui mitige les effets négatifs

En 2020, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a mené une évaluation qui visait à identifier les principaux risques de protection pour les populations bénéficiaires d'un de ses projets au Cameroun. Ce travail a permis de déterminer les mesures de mitigation appropriées à intégrer dans la mise en œuvre des activités, répondant à la fois aux principes de "ne pas nuire" et d'assurer un accès significatif des populations aux services proposés.

Bangladesh : une participation des femmes renforcées pour une meilleure réponse aux besoins

Au Bangladesh, notre ONG a développé une procédure standard promouvant la participation active et directe des femmes dans la conception des installations sanitaires, pour répondre notamment à

plusieurs évaluations qui soulignaient une très faible utilisation des installations par les femmes. Ces dernières peuvent dorénavant décider du plan et des articles fournis dans les espaces sanitaires et les aires de bain : cette démarche de co-design vise à assurer un service EAH adapté aux attentes et besoins des femmes concernées, tout en renforçant leur place dans les processus de prise de décision.

Liban : une programmation intégrée pour réduire les risques de protection

La crise syrienne a eu de graves répercussions sur le Liban, qui compte aujourd'hui encore le plus grand nombre de personnes réfugiées par rapport à son nombre d'habitants. Une grande partie des besoins des populations réfugiées est non couverte. Dans ce contexte, nos équipes répondent notamment aux besoins des personnes ayant un accès limité au logement et à l'EAH. Reconnaisant l'interdépendance inhérente de ces secteurs avec les besoins de protection, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL a mis en œuvre depuis 2018 une réponse intégrée Abris, EAH et Protection (Shelter and Wash for Protection) en partenariat avec des acteurs spécialisés, afin de réduire les risques de protection liés à l'hébergement et à l'EAH.

Malgré ces efforts, un long chemin* reste à parcourir dans la promotion d'un accès significatif, sûr et digne des personnes affectées par les crises aux activités de réponses humanitaires. SOLIDARITÉS INTERNATIONAL s'engage donc dans sa programmation 2020-2025 à dérouler un plan d'action ambitieux, afin de mener des interventions de qualité.

- 1 DIGINITÉ, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ Les défis de la protection de l'accès à l'eau et à l'assainissement, SITNAM Marie-Françoise, *Baromètre de l'eau 2020* solidarites.org/wp-content/uploads/2020/02/barometre-eau-2020-solidarites-international.pdf
- 2 Rapport sur la Redevabilité Humanitaire 2020, CHS Alliance chsalliance.org/get-support/resource/har-2020/

DÉFIS À RELEVER

Adaptation à des crises toujours plus complexes ou inédites comme celle de la Covid-19, meilleure prise en compte des enjeux environnementaux et des populations affectées mais aussi mobilisation lors des grands rendez-vous comme le 9^e Forum Mondial de l'Eau... Les acteurs du secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène ont encore de nombreux défis à relever pour contribuer efficacement à l'atteinte des Objectifs 3 (Santé et bien-être) et 6 (Eau et Assainissement) des Objectifs de Développement Durable.

APRÈS UN AN DE PANDÉMIE MONDIALE : L'HEURE DES SOLUTIONS

Par **THIERRY BENLAHSEN**,
DIRECTEUR DES OPÉRATIONS, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

L'année 2020 a été un cruel rappel au monde entier que les risques d'envolée épidémique n'étaient pas un épiphénomène mais bien une réalité tangible, dangereuse et croissante pour tous.

Plus que jamais, l'importance du combat pour l'accès aux infrastructures de base, notamment d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène afin de lutter contre les épidémies et d'améliorer la santé publique à travers le monde doit devenir une priorité de tous les États et de toutes les institutions.

Pourtant, nous sommes encore loin d'atteindre les objectifs 3 et 6 des Objectifs de Développement Durable (ODD 2030). Un récent rapport conjoint de l'OMS et de l'UNICEF¹ rappelle qu'1 centre de santé sur 4 dans le monde ne dispose pas de services d'approvisionnement en eau : une situation impactant presque 2 milliards d'êtres humains ; et plus catastrophique encore, que 3 centres de santé sur 5 dans les 47 pays les moins avancés, n'ont pas accès à des services d'assainissement de base. Au Soudan du Sud, avant la Covid-19, 60% des femmes et des hommes dépendaient d'eau non-potable ou de sources de surface, alors qu'au Yémen, ce sont 12,6 millions de personnes qui font face à un besoin aigu d'accès à de l'eau sûre. Un Haïtien sur deux vivant en zone rurale continue de mettre plus de 30 minutes à accéder à un point d'eau.

Comment appliquer les gestes barrières minimaux dans ces situations ? Comment s'assurer que les centres de santé, déjà saturés, ne s'effondrent pas sous l'augmentation du taux de morbidité dans des pays déjà affectés par des risques épidémiques multiples ?

Les solutions existent et résident dans la vingtaine d'objectifs-cibles des ODD liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Leur mise en œuvre tarde cependant à se concrétiser à l'échelle de la planète et encore plus particulièrement dans les pays faisant face à des enjeux humanitaires prégnants.

Le Forum Mondial de l'Eau de Dakar, repoussé d'un an, permettra peut-être de mettre en lumière les pistes d'atteinte de ces objectifs. Mais cet événement ne doit pas faire oublier qu'aujourd'hui moins de 15 % des pays mobilisent les ressources humaines et financières suffisantes² pour mettre en œuvre leurs politiques et leurs engagements liés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Depuis 2009, seuls 4 % de l'ensemble des financements humanitaires mondiaux sont dédiés à ce secteur³.

Plus qu'un défi technique, l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous est de la part de la communauté internationale une question de volonté.

¹ washdata.org/sites/default/files/2020-11/UNICEF-WHO-state-of-the-worlds-sanitation-2020.pdf

² *Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable, OMS/UN-Water, Rapport GLAAS 2019.*

³ *Financial Tracking Service, OCHA, 2019 snapshot.*

Le mot du terrain

L'EAU, C'EST LA VIE !

Par **NADJILEM MAYADE**,
DIRECTEUR PAYS TCHAD-CAMEROUN,
SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun comme sur les rives tchadiennes du Lac Tchad, les populations subissent depuis plusieurs décennies les conséquences du tarissement du Lac Tchad. Cette situation d'insuffisance de l'eau conduit parfois certains membres des communautés vulnérables du bassin du Lac Tchad à se faire enrôler par des groupes terroristes comme Boko Haram, qui sème la terreur dans la région depuis plusieurs années. À cela s'ajoute le cycle dévastateur des sécheresses et des inondations que connaît le Sahel ces dernières décennies : villages entiers sinistrés, bétail emporté par les eaux, maigres réserves de vivres des communautés englouties sous les eaux..

Amane Imani ! L'eau, c'est la vie, en langue Touareg (Tamashek). Nos pensées vont vers les populations sahéliennes qui éprouvent énormément de difficultés pour avoir accès à de l'eau pour boire, de l'eau pour abreuver leur bétail, bref, de l'eau pour tout simplement survivre.

Les populations qui ont soif ne connaissent pas l'existence du secteur Eau, Assainissement et Hygiène (EAH). Elles ont juste besoin d'eau. Les populations qui souffrent de manque d'eau ne connaissent pas les limites entre humanitaire et développement. Elles veulent de l'eau pour leur consommation et réaliser leurs activités afin d'essayer de vivre dignement. Alors, partout où c'est possible, la communauté humanitaire doit travailler de façon concertée et efficace pour n'oublier aucune personne dans les zones où elle intervient, que ce soit dans le cadre d'une réponse d'urgence ou d'actions de développement.

LES DÉFIS DE L'ANALYSE SITUATIONNELLE

Par **PATRICE CHATAIGNER,**
OKULAR-ANALYTICS

Afin de répondre rapidement aux besoins prioritaires, de façon proportionnée et adaptée, les programmes humanitaires doivent reposer sur des analyses situationnelles systématiques et périodiques.

Les évaluations des besoins ont pour but d'éclairer les décisions, d'allouer les ressources proportionnellement aux besoins et de justifier les interventions humanitaires. Ces dernières années, plusieurs défis ont émergés :

- La difficulté de s'accorder sur un cadre d'analyse commun, engendrant des approches cloisonnées entre différents domaines et l'utilisation de modèles conceptuels distincts pour identifier les besoins non couverts.
- La pression grandissante à employer des modèles et méthodes plus quantitatifs et sophistiqués pour chiffrer le nombre de personnes ayant besoin d'assistance, au détriment d'autres approches plus qualitatives et largement suffisantes.
- L'attention excessive accordée à la quantité de données collectées par rapport à la qualité des conclusions et analyses issues des données disponibles ou l'utilisation plus efficace des informations et connaissances existantes.

Malgré ces défis réels qui persistent, quelques opportunités ont vu le jour, mais ne sont pas encore assez exploitées :

- Les effectifs des organisations humanitaires augmentent. Ce réservoir d'expertise pourrait être mis à profit de façon plus systématique et efficace, pour apporter des éclairages sur les zones géographiques, les populations affectées et les domaines humanitaires les plus impactés.
- La disponibilité croissante de données secondaires et les possibilités qui en découlent pour recouper les informations et en tirer des conclusions plus crédibles.

- L'utilisation de techniques de collecte de données à distance, qui permettent de contacter des informateurs clés à intervalles plus réguliers et ainsi faciliter la compréhension de la situation.

En réalité, on attend trop des évaluations de besoins. On les mène souvent en pensant qu'elles pourront répondre à toutes les questions. On collecte souvent trop de données, dont seule une petite portion sera analysée, alors que la validité de ces informations se limite généralement à quelques semaines.

Lors de crises complexes et évolutives, des analyses situationnelles régulières sont mieux adaptées aux exigences stratégiques et programmatiques. Basées sur l'examen de données secondaires et d'avis experts, elles permettent d'identifier avec précision les zones géographiques à risque et de définir les grandes priorités. En général, elles suffisent pour lancer des évaluations terrain sur des sujets précis, sans perdre de vue le cadre global des interventions et leurs impacts.

Une analyse situationnelle efficace nécessite quatre éléments :

- **Planifier & préparer**
Une stratégie doit être mise en place à l'échelle du pays afin de définir les échéances annuelles de réalisation et de mise à jour des analyses situationnelles. Cette approche doit comporter des liens clairs avec les évaluations sectorielles et intersectorielles à l'intérieur et à l'extérieur de l'association.

- **Coordonner & partager**
En coordonnant et en mutualisant les tâches de collecte et d'analyse des données et en partageant l'accès à l'expertise et au personnel disposant de connaissances, quelques ONGs peuvent élaborer une approche efficace d'analyse situationnelle.

- **Collecter & compiler**
Il faut prévoir la collecte de données primaires et secondaires. De plus en plus de données sont accessibles au public et on sous-estime la puissance des données secondaires.

- **Former & apprendre**
L'analyse humanitaire n'est pas réservée à une élite. On peut en apprendre les bases rapidement et de bons exemples d'analyses pertinentes existent, qui peuvent alimenter les efforts futurs. Il faudrait mettre l'accent sur le personnel national dont les rotations sont moins fréquentes que les expatriés, ce qui permet de développer un historique du contexte au fil du temps.

L'analyse situationnelle a une portée plus large que l'évaluation de besoins ; elle est également plus systématique, plus régulière, moins coûteuse et plus rapide à mettre en œuvre. Lorsqu'elle est conduite en collaboration avec d'autres acteurs de terrain, elle peut catalyser l'action coordonnée, servir à déclencher uniquement des évaluations de terrain pertinentes et focaliser l'attention sur les informations "essentiels" plutôt que "bonnes à savoir".

"L'EAU, À LA CROISÉE D'IMMENSES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX"

Par **FRÉDÉRIC MAUREL,**
RESPONSABLE ADJOINT DIVISION EAU ET ASSAINISSEMENT, AFD

Face à la convergence des crises environnementales, socio-économiques et sanitaires, l'Agence française de développement (AFD) entend porter ses investissements au travers d'approches intégrées, notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

La lutte contre le changement climatique est devenue un véritable ADN de l'action de l'Agence française de développement (AFD) : 100 % de nos financements sont alignés avec l'Accord de Paris et leur moitié (soit plus de 6 milliards d'euros en 2019) y contribuent directement par des bénéfices en termes d'atténuation ou d'adaptation. Aujourd'hui, les scientifiques considèrent qu'au moins 30 % des solutions face aux effets du changement climatique reposent sur la nature. En cohérence avec l'approche intégrée portée par les Objectifs de Développement Durable (ODD) et afin de mieux rendre compte de l'importance de la biodiversité pour l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, l'AFD s'est donc donné comme nouvel objectif d'aller plus loin : d'ici à 2025, 30 % des financements climat de l'AFD devront agir en faveur de la biodiversité et à la même échéance, les financements favorables à la biodiversité devront atteindre 1 milliard d'euros, soit deux fois plus qu'actuellement.

Si nous insistons sur ces engagements, c'est que le secteur de l'eau et de l'assainissement en représente d'ores et déjà une part importante : deux tiers des financements de l'AFD dans ce secteur apportent des bénéfices au climat et un tiers des bénéfices à la biodiversité. L'eau et l'assainissement représentaient près de la moitié de l'action adaptation de l'AFD entre 2014 et 2019. De fait, les solutions locales de gestion des ressources en eau sont à la confluence de ces grands enjeux et largement porteuses de ces bénéfices, notamment dans les projets d'épuration et de protection des milieux ou de réhabilitation des bassins versants et de lutte contre les inondations.

En parallèle des enjeux de convergence entre climat et biodiversité, les inégalités sociales et économiques s'aggravent partout dans le monde, alors qu'il est largement reconnu que les conséquences des dégradations environnementales affectent davantage les pays les plus pauvres et les populations les plus vulnérables au sein de chaque pays, et que ces inégalités entravent la mise en place de solutions de gestion

durable des ressources environnementales communes telles que l'eau. Face à ces constats, il s'agit de faire en sorte que les objectifs de préservation de la planète et de justice sociale se rencontrent au service d'une transition juste. C'est aussi l'une des ambitions de l'AFD à travers son engagement 100 % lien social.

Cette double démarche vaut pour la plupart de nos pays d'interventions. Mais elle prend une acuité plus forte dans les régions les plus vulnérables, à l'instar du Sahel ou du Moyen-Orient, qui sont aussi le théâtre de crises et de conflits. Développer les services d'eau et d'assainissement dans les États fragiles nécessite de repenser nos modalités d'intervention, par des approches plus agiles intégrant urgence et développement. C'est ainsi que nous nous sommes rapprochés d'autres acteurs, comme les ONG ACF en Jordanie, le CICR en Irak, WeWorld-GVC au Liban ou encore le GRET au Burkina Faso, par des approches inscrites dans ce continuum et permettant l'insertion des réfugiés, pour que nos bénéficiaires parviennent à maintenir, réhabiliter et développer les services d'eau et d'assainissement, dans des situations où ils sont redevenus une toute première nécessité, ce que par ailleurs la crise de la Covid-19 vient réaffirmer.

Portant l'ensemble de ces messages au-delà de sa propre activité, l'AFD a hébergé en novembre dernier le Sommet *Finance en Commun*, rassemblant pour la première fois un grand nombre des 450 banques publiques de développement existantes de par le monde. Leur déclaration conclusive et conjointe exprime leur engagement à aligner leurs financements sur l'Accord de Paris, à soutenir la biodiversité et à intensifier la lutte contre les inégalités. Dans ce cadre, l'AFD a lancé, avec plusieurs partenaires, une coalition dédiée à l'eau et l'assainissement pour mettre en lumière les solutions que les banques publiques de développement, y compris nationales, peuvent apporter pour attendre l'ODD 6. Parce que l'eau est à la croisée des immenses défis environnementaux et sociaux de notre époque, ce plaidoyer et les actions qu'il porte sont plus que jamais une nécessité.

DÉVELOPPER LES SERVICES D'EAU DANS LES ÉTATS FRAGILES NÉCESSITE (...) DES APPROCHES PLUS AGILES INTÉGRANT URGENCE ET DÉVELOPPEMENT.

CHOLÉRA AU YÉMEN : UNE SITUATION FRAGILE

Par **SABIT ABABOR ABABULGU,**
ABDULRAHEEM AL HATTAMI,
NOSHEEN MOHSAN et **MIKIKO SENG,**
BUREAU DE L'OMS AU YÉMEN

QUI NÉCESSITE UN SOUTIEN DURABLE

L'épidémie de choléra qui s'est déclarée au Yémen fin 2016 a été reconnue comme la plus grande de l'histoire, avec plus de 2,4 millions de cas suspects enregistrés jusqu'en décembre 2020. Plusieurs facteurs ont contribué à son ampleur : un conflit prolongé, la dégradation de la situation humanitaire, l'insécurité alimentaire, la malnutrition, la pénurie d'eau, les mauvaises conditions sanitaires, les déplacements de populations et la fragilité du système de santé.

Juguler le choléra est un défi systémique. Le Yémen, l'un des pays les plus arides au monde, possède des ressources en eau douce limitées. Développer des services en Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) a donc été une tâche difficile, sans parler d'atteindre une couverture suffisante pour l'ensemble de la population. Selon le rapport REACH¹, 20 % de la population du pays déféquent toujours à l'air libre et 40 % n'ont pas accès à un assainissement de base. En outre, seul un tiers des Yéménites est connecté à un réseau d'eau, les deux tiers restants devant compter sur un approvisionnement par camion-citerne. Or, aucun de ces deux modes d'accès à l'eau n'est réellement sûr. Le problème se pose particulièrement en milieu urbain car les systèmes de collecte des eaux usées ne fonctionnent pas bien. Enfin, les eaux usées sont largement utilisées pour irriguer les cultures vivrières, ce qui engendre des risques sanitaires pour les agriculteurs, les commerçants et les consommateurs.

Depuis quatre ans, le Ministère de la Santé Publique et de la Population, ainsi que les partenaires des clusters EAH et Santé, dimensionnent leur réponse d'urgence au choléra en définissant des normes et standards opératoires, en renforçant la capacité de surveillance et des laboratoires, en améliorant la gestion clinique des cas, en menant des interventions EAH, en améliorant la préparation en amont et en aidant les communautés à mieux comprendre les bonnes pratiques de prévention et de contrôle. La vaccination contre le choléra par voie orale a été initiée au Yémen en 2018 (3,3 millions de personnes vaccinées à ce jour). La mortalité a ainsi diminué de 0,29 % en 2017 à 0,02 % en 2020, démontrant des progrès constants².

Depuis début 2020, l'incidence du choléra au Yémen a reculé de manière progressive et constante. Bien que les raisons de cette diminution soient multiples et découlent en partie des efforts susmentionnés, les facteurs suivants ont pu influencer. D'abord, la Covid-19 a dévié l'attention du choléra et réorienté les ressources et semble avoir amélioré l'hygiène personnelle (lavage des mains), ce qui s'est traduit par une diminution du nombre de cas. Ensuite, une nouvelle intervention a été lancée afin d'améliorer la qualité des données de surveillance en veillant au respect des définitions de cas : tout patient qui se présente à un établissement de santé est placé sous surveillance médicale pendant deux heures avant d'être recensé comme cas suspect de choléra. Cette période d'observation permet de distinguer les patients présentant de réels symptômes de diarrhée aiguë des

autres. En outre, l'initiative pour garantir des effectifs suffisants de professionnels de santé afin de faire face à l'urgence humanitaire (mesures d'incitation fournies par des organisations internationales) a été suspendue en 2020 en raison d'enjeux de viabilité, ce qui a pu occasionner une diminution du recensement des cas. Enfin, l'intensité des conflits dans le pays a décru par rapport aux années précédentes, réduisant le risque de flambées de choléra parmi les populations vulnérables telles que les personnes déplacées.

Il est fort possible que la situation actuelle ne soit que le calme avant la prochaine tempête et qu'une approche rigoureuse sera nécessaire pour juguler le choléra au Yémen. Elle devra intégrer des solutions durables visant à réhabiliter les infrastructures d'approvisionnement en eau et les systèmes de traitement des eaux usées afin d'améliorer la qualité de l'eau. La poursuite des efforts de réhabilitation des réseaux d'assainissement est tout aussi importante, ainsi que l'amélioration généralisée des conditions sanitaires et d'hygiène et une évolution appropriée des comportements. Pourtant, en octobre 2020, moins de 20 % des besoins de financement du Cluster Santé³ étaient couverts. Pour y remédier, il aurait fallu plus de 104 millions d'euros l'année passée et, en 2021, ces besoins restent critiques.

¹ Yemen WASH Household Assessment 2018, REACH Initiative, 2019
² gtfcc.org/wp-content/uploads/2020/04/gtfcc-mettre-fin-au-cholera-feuille-de-route-mondiale-pour-2030.pdf
³ reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/hc_snapshot_jan_-_oct2020_v2.pdf

REMETTRE LES POPULATIONS AFFECTÉES AU CŒUR DE L'ACTION HUMANITAIRE

Par **LISE LACAN** et **MADELEINE TRENTESAUX,**
SOLIDARITÉS INTERNATIONAL

Depuis un an, l'initiative Assurance Qualité et Redevabilité (Quality Assurance and Accountability Initiative, QAAl), portée par l'UNICEF, OXFAM, SOLIDARITÉS INTERNATIONAL et l'université Tufts, sous l'égide du Global WASH Cluster, a permis de développer et diffuser de nouveaux outils pour adapter et améliorer les réponses Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) en fonction des problématiques locales.

L'initiative Assurance Qualité et Redevabilité (QAAl) a développé deux outils pour accompagner les groupes de coordination humanitaire EAH dans la mise en place d'un système d'assurance qualité et redevabilité continu et concerté.

Le premier outil est une note expliquant **le processus d'assurance qualité en 5 étapes : définir, mesurer, analyser, améliorer et apprendre**. L'approche combine un processus continu de suivi, d'analyse et d'amélioration avec un examen périodique des leçons apprises. Le suivi se concentre sur la collecte de mesures réalisables et axées sur les résultats et donne la priorité à la compréhension de la "réalité du terrain" à travers les perspectives des personnes touchées par la crise.

Le deuxième outil est **le cadre d'analyse modulaire²** qui définit des normes de base, des indicateurs et des approches de suivi à utiliser en fonction des domaines d'intervention EAH prioritaires dans un contexte donné. C'est un **outil flexible qui sert à cibler** les informations strictement nécessaires à l'amélioration de la qualité programmatique et technique et de la redevabilité de la réponse.

Trois modules ont été finalisés à ce jour : "Risques pour la santé publique", "Fourniture de services EAH" et "Programmation centrée sur les personnes".

LE LIEN AVEC LE TERRAIN

L'équipe du QAAl accompagne les clusters nationaux de pays pilotes pour adapter les procédures proposées et mettre en œuvre leur propre système d'assurance qualité et redevabilité. L'objectif est d'abord de **faire un état des lieux de la démarche qualité existante, tout en adaptant la démarche aux priorités des équipes terrain et des problématiques locales**.

Des premières missions terrain ont pu avoir lieu dans quatre pays : le Bangladesh, le Myanmar, le Soudan du Sud et la Colombie. En raison de la pandémie de Covid-19, les activités ont été réalisées majoritairement à distance dans six autres pays : l'Afghanistan, la République centrafricaine, Haïti, le Mali, l'Équateur et le Venezuela.

LE LANCEMENT DU QAAl AU SOUDAN DU SUD

La première visite au Soudan du Sud, effectuée en mai 2019, avait pour objectif de comprendre la réponse humanitaire Eau, Assainissement et Hygiène, de sensibiliser la coordination nationale EAH à l'initiative, d'identifier le protocole de suivi approprié au contexte et enfin, d'élaborer un plan d'action pour le suivi de la qualité et de la redevabilité.

Suite à cette mission, plusieurs indicateurs ont été intégrés dans les outils de suivi du Cluster EAH :

- La consultation des communautés affectées avant le commencement des activités ;
- La mise en œuvre d'un mécanisme de plaintes/retour d'information auprès des populations affectées ;
- La prise en compte des consultations et des plaintes/retour d'information pour adapter les activités mises en œuvre.

Ces indicateurs sont collectés et analysés mensuellement par les partenaires du cluster afin de suivre l'inclusion, la participation et la satisfaction des bénéficiaires. D'autres indicateurs seront inclus dans les prochains mois afin d'avoir une vue d'ensemble des pratiques en termes de qualité et de redevabilité.

Comme cet exemple le démontre, la spécificité et la force de la proposition du QAAl résident dans l'aspect continu du suivi qui permet d'améliorer en temps réel la réponse et d'être au plus proche des besoins exprimés par les bénéficiaires afin que ces derniers soient au cœur de l'action humanitaire.

Les leçons apprises, les bonnes pratiques et les ressources techniques développées par l'initiative seront partagées et accessibles à tous les partenaires, afin de soutenir des approches similaires au-delà du secteur EAH et au-delà de l'action humanitaire.

¹ **Quality Assurance & Accountability Systems, Guidance Note V1**
bit.ly/3rAmPx
² **Modular Analytical Framework for Quality and Accountability**
bit.ly/3p52bC4



FORUM MONDIAL DE L'EAU

Le 9^e Forum Mondial de l'Eau (FME) de Dakar (Sénégal), initialement prévu en 2021 et reporté à mars 2022 en raison de la crise de la Covid-19, représente un immense défi. Axé sur le thème de "La sécurité de l'eau pour la paix et le développement durable", il devra contribuer à rectifier la trajectoire actuelle afin de réaliser l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable, à travers quatre priorités pour des actions transformatrices : 1 - La sécurité de l'eau et de l'assainissement, 2 - La coopération, 3 - L'eau pour le développement rural et 4 - Les outils et les moyens. Premier du genre à être organisé en Afrique subsaharienne, où la population va doubler d'ici 30 ans, ce FME devra aussi veiller à inclure les acteurs locaux et les représentants des communautés les plus vulnérables. Pour y parvenir, un processus préparatoire intégré et fondé sur des échanges multi-acteurs – rompant avec l'organisation institutionnelle des Forums passés – a été mis en place.

DES PARTENARIATS MULTI-ACTEURS POUR DES RÉPONSES CONCRÈTES

Par **MAMADOU DIA**, PRÉSIDENT D'AQUAFED, FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OPÉRATEURS PRIVÉS DE SERVICES D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT, ET PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE PODOR (SÉNÉGAL)

Dans la perspective du 9^e Forum Mondial de l'Eau, Mamadou Dia appelle le plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser ensemble afin de rectifier la trajectoire dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement, particulièrement en zone rurale.

Aux côtés de nombreux acteurs du développement, et dans des combats souvent inattendus, AquaFed et SOLIDARITÉS INTERNATIONALE se retrouvent dans leur objectif de promouvoir une plus grande mobilisation politique et multi-acteurs autour des sujets de l'eau et de l'assainissement. En effet, ce n'est que dans le dialogue et la bonne entente que les grands sujets peuvent se discuter et des vraies solutions peuvent être avancées.

Dans la perspective de l'Agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable (ODD), il est très important de souligner que les acteurs du secteur privé doivent se mobiliser. Tout le monde se rend compte que les écarts constatés ne peuvent pas être réduits et que les Objectifs de Développement Durable ne pourront pas se réaliser sans l'implication plus profonde et plus active des entreprises, de façon durable et dans un cadre de gouvernance bien établi.

Que ce soit dans le domaine de l'accès à l'eau, de la pérennisation de services d'assainissement ou encore de la protection de l'environnement et des populations, dans les bidonvilles, en milieu rural ou dans les grandes villes, l'enjeu est de traduire les droits en une réalité et tout le monde sait le rôle potentiel que peuvent jouer les partenariats multi-acteurs. Les ODD le prévoient, mais il faut plus d'actions concrètes sur le terrain et une volonté politique plus forte, notamment dans la priorisation des programmes eau et assainissement, surtout en milieu rural.

Faire appliquer les droits de l'homme, de la femme et des enfants dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement nécessite avant tout une bonne compréhension de ce que peuvent, et doivent, apporter les différentes parties prenantes. Les partenariats doivent se créer et se gérer sur des bases équitables.

Dans ce cadre, en milieu rural, une démarche holistique est nécessaire pour rattraper le retard important par rapport au milieu urbain au niveau de l'accès à l'eau et à l'assainissement mais aussi en termes de développement économique et de bien-être des populations.

Les enjeux des changements climatiques mais aussi de la croissance démographique et des crises sanitaires telles que celle de la Covid-19, appellent à une mobilisation conjointe, à des

efforts collectifs et 2021 sera une année importante pour avancer les processus sur la base des enseignements et des leçons tirées de cette pandémie.

AquaFed est fortement engagé, avec ses membres, dans les préparatifs du 9^e Forum Mondial de l'Eau (FME) de Dakar. Ce premier Forum en Afrique subsaharienne sera un moment crucial de sensibilisation et de prise de décisions pour apporter des réponses concrètes à l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous et partout. Le moment de pointer du doigt certains problèmes mais aussi de mettre en exergue des solutions durables pour une meilleure cohésion territoriale.

De telles actions permettront de fixer les populations dans leur terroir pour éviter l'émigration clandestine et aussi relever le défi de l'emploi et de l'employabilité des jeunes.

Nous nous réjouissons de travailler ensemble pour faire du FME une véritable réussite, non pas seulement de dialogue, mais surtout de mise en œuvre de solutions innovantes, pérennes et aptes à répondre aux besoins des populations rurales (eau, assainissement, santé, énergie, éducation, etc.).

En tant que co-président de la priorité "Eau pour le développement rural", j'invite tous les acteurs intéressés à se joindre aux préparatifs de Dakar 2022.

UN PROCESSUS PRÉPARATOIRE INCLUSIF

La priorité "Eau pour le développement rural" du FME de Dakar est axée sur plusieurs objectifs : assurer l'accès universel à l'eau et à l'assainissement en milieu rural, fournir des installations publiques Eau, Assainissement et Hygiène (écoles, établissements de santé...), assurer des pratiques agricoles durables, engager et habiliter les communautés rurales à être les moteurs du développement socio-économique par l'eau et réduire le fossé rural-urbain pour freiner la migration.

Des groupes d'action ont été constitués pour chacune de ces priorités. Afin de garantir une approche multipartite et pour répondre à l'objectif d'inclusion que le Forum s'efforce d'atteindre, chaque groupe d'action s'appuiera sur un groupe consultatif élargi d'acteurs volontaires. Pour en savoir plus sur ce processus de consultation :

WORLDWATERFORUM.ORG.EN

“L'ACCÈS À L'EAU DOIT ÊTRE DÉCLARÉ URGENCE PLANÉTAIRE”

Propos recueillis par ALAIN BOINET, FONDATEUR DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Directeur général d'Eau Vive Internationale, une fédération de 6 ONG de développement, **Jean-Bosco Bazie** lance un cri d'alerte en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, particulièrement en Afrique

Eau Vive Internationale est active depuis plus de 40 ans en Afrique. Quelles actions mène-t-elle ?

Jean-Bosco Bazie : Eau Vive Internationale est une association de droit burkinabé qui fédère les associations Eau Vive Burkina Faso, Eau Vive France, Eau Vive Mali, Eau Vive Niger, Eau Vive Sénégal et Eau Vive Togo. Grâce à leur action continue depuis 1978, plus de 3 millions d'Africains ont un meilleur accès à l'eau potable et de meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement. Plus récemment avec l'apparition de la pandémie de Covid-19, Eau Vive Internationale a mobilisé ses partenaires pour la réalisation de nouveaux points d'eau potable, la réhabilitation de points d'eau en panne, la vulgarisation de dispositifs de lave-mains et la sensibilisation des populations pour l'adoption des gestes et mesures barrières contre la propagation de la maladie.

En tant qu'ONG de développement, comment opérez-vous compte-tenu de la dégradation de la sécurité au Sahel ?

J-B.B. : La zone sahélienne subit en ce moment la triple peine du manque d'eau et de meilleures conditions de vie, de l'insécurité et maintenant du risque de la pandémie de coronavirus. Malgré cette situation, nous sommes restés solidaires des populations de cette zone en nous reposant principalement sur les acteurs locaux pour poursuivre l'action. Malheureusement, plusieurs partenaires financiers ne veulent plus financer des actions dans ces zones dites "dangereuses", infligeant ainsi un coup de semonce à l'action de solidarité par manque de ressources suffisantes pour mener à bien nos projets. En tant qu'acteur humanitaire, nous n'avons d'autres moyens que de poursuivre et renforcer notre travail si modeste soit-il.

Qu'attendez-vous du 9^e Forum Mondial de l'Eau (FME) ?

J-B.B. : C'est la première fois que l'Afrique subsaharienne abritera le plus grand rassemblement mondial des acteurs de l'eau. Pour l'Afrique, il faut un véritable électrochoc pour rattraper le retard en matière d'accès à l'eau potable dont il est inutile de rappeler la nécessité vitale. L'engagement des décideurs du continent pour l'eau est consigné dans la vision africaine de l'eau 2025. Cet engagement pris en mars 2000 par les gouvernements africains et l'Union africaine affichait au tout premier rang l'accès durable pour tous à l'eau potable et l'assainissement pour satisfaire les besoins basiques au plus tard en 2025. La pandémie de Covid-19

intervient donc comme un ultime rappel aux dirigeants africains qui ne disposent désormais plus que de 5 ans pour tenir une promesse négligée depuis 20 ans. À ceci s'ajoute l'apparition de plusieurs foyers de conflits et d'insécurité ayant jeté sur les routes et les bords de route plusieurs centaines de milliers de personnes livrées à elles-mêmes. Et pourtant, le monde n'a jamais affiché autant de richesses. Nous disons qu'il faut que les dirigeants politiques et économiques arrêtent l'hypocrisie qui caractérise la géopolitique mondiale. Les richesses du monde doivent servir les hommes, rendre leur vie meilleure et non dormir dans des paradis fiscaux. C'est mon cri du cœur pour ce 9^e FME. Chaque minute compte, chaque goutte compte pour sauver des vies. Si rien n'est fait plus qu'il ne l'est actuellement, nous courrons à la perte de l'humanité. L'accès à l'eau et à l'assainissement doit être déclaré "urgence planétaire".

1 Extraits d'un entretien publié le 9 juin 2020 sur le site de Défis Humanitaire.

OBJECTIF “FORUM DE DAKAR”

En prévision du "Forum de Dakar", 23 groupes de travail/action en lien avec le thème de la sécurité de l'eau ont été constitués. Eau Vive Internationale et SOLIDARITÉS INTERNATIONALE sont membres du **Groupe 1 A : "Mettre en œuvre le droit à l'eau et à l'assainissement et assurer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les situations de crise"** (Objectifs de Développement Durable 6.1, 6.2, 1.4, 11.1).

Coordonné par Eric Momanyi de la Fondation Gates, ce groupe réunit dix organisations.

Il comprend 3 sous-groupes :

- 1. L'eau et l'assainissement dans les situations d'urgence**, piloté par Alain Boinet ;
- 2. Mettre en œuvre le droit à l'eau**, piloté par Luke Wilson du CWSC/USA et Joseph Maurice Moukoue du RECOJAC /Cameroun ;
- 3. Mettre en œuvre l'assainissement**, piloté par Eric Momanyi de la Fondation Gates.

“INITIATIVE DAKAR 2021” : UNE APPROCHE INNOVANTE AU SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE

Par ALLASSANE TRAORÉ, RÉFÉRENT EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE POUR SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (BUREAU DE DAKAR)

Dans le cadre du 9^e Forum Mondial de l'Eau, un appel inédit à candidatures permettra à plusieurs projets EAH d'obtenir un label "Initiative Dakar 2021" et ainsi de bénéficier d'une exposition internationale, de partenariats et éventuellement d'un financement de la part des institutions partenaires du Forum.

Le Forum Mondial de l'Eau (FME) est le plus grand événement mondial de l'eau et de l'assainissement dont la première édition remonte à 1997 à Marrakech au Maroc. Depuis, les organisateurs n'ont cessé de s'améliorer sur la préparation, le contenu et le format pour que ce rendez-vous soit à la hauteur des attentes et soit le plus dynamique et pertinent possible.

La 9^e édition qui se tiendra à Dakar (Sénégal) en 2022 apportera à cet effet une innovation majeure dénommée "Initiative Dakar 2021". Le concept de cette initiative se veut programmatique au travers d'idées, de propositions et de projets concrets réalisés sur le terrain. L'objectif du 9^e Forum est d'être un Forum de réponses concrètes. De ce fait, l'Initiative Dakar 2021 constitue un des piliers importants dans sa préparation et dans sa réalisation sous l'impulsion de la communauté mondiale de l'eau, du Sénégal et du Conseil mondial de l'eau. Ce processus marquera un tournant dans l'organisation des futurs forums avec cette exigence de trouver des solutions concrètes au besoin pressant des communautés.

Le FME a toujours été un moment très fort pour SOLIDARITÉS INTERNATIONALE. Notre ONG a démontré son attachement à cet événement, à travers une mobilisation

globale, l'implication de nos partenaires locaux et une participation active pour sensibiliser et porter le plaidoyer Eau et Assainissement.

Cette "Initiative Dakar 2021" et le 9^e Forum sont donc particulièrement attendus par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE qui se bat pour l'accès à l'Eau, à l'Assainissement et à l'Hygiène depuis plus de 40 ans. Sur 18 de nos pays d'intervention, 9 se trouvent en Afrique (Soudan du Sud, RDC, RCA, Tchad, Cameroun, Nigéria, Niger, Burkina Faso et Mali). Ainsi avec 50 % de nos pays d'opération localisés sur le continent, en particulier en Afrique centrale et de l'Ouest, zone où se tiendra le Forum Mondial de l'Eau, cet événement sera d'une importance capitale pour notre ONG.

Le processus "Dakar 2021" servira de tremplin pour nos interventions et réalisations au fil des années et contribuera aussi à rendre visible l'invisible : l'abnégation des communautés et leur combat pour l'Eau et l'Assainissement depuis fort longtemps.

L'Eau et l'Assainissement sont des combats de tous les jours pour la santé, la survie et la vie des populations. Ces combats se mènent dans une recherche incessante des moyens adaptés aux contraintes du terrain et aux différents contextes d'intervention, au travers

d'innovations, afin d'apporter des réponses concrètes.

Avec sa nouvelle Stratégie Eau, Assainissement et Hygiène 2020-2025 (à retrouver p.8), SOLIDARITÉS INTERNATIONALE se donne pour ambition, au-delà de la réponse d'urgence, de renforcer l'accès aux services de base mais aussi de promouvoir une approche globale et inclusive contribuant à l'amélioration de la santé, de la dignité et du bien-être des populations vulnérables affectées par une crise. En effet, plusieurs innovations sont engagées et le processus de "Dakar 2021" sera une opportunité pour présenter nos projets en lien avec la lutte contre le choléra, la gestion des boues en urgence ou encore le renforcement et la gestion durable des services d'eau, assainissement et hygiène dans les contextes dégradés (lire nos articles pp.41, 42 et 44).

Enfin, l'Initiative Dakar 2021 vise à la labélisation des projets de communautés ciblant notamment l'accès à l'eau potable et à l'assainissement décent. Ces projets labellisés visent à atteindre des résultats tangibles à présenter lors du FME en 2022. À travers ces projets, il s'agira de créer un vrai partenariat gagnant-gagnant entre le Forum Mondial de l'Eau, la communauté des bailleurs et les organisations porteuses de ces projets.

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE SITE OFFICIEL DU FME :

WORLDWATERFORUM.ORG/FR/9EME-FORUM/LABELLISEZ-VOTRE-PROJET-DANS-LE-CADRE-DE-LINITIATIVE-DAKAR-2021

ACCÈS À L'EAU

PAR JEAN LAUNAY,
PRÉSIDENT DU PARTENARIAT FRANÇAIS POUR L'EAU

POUR TOUS : COMMENT SE MOBILISER DANS LE CONTEXTE ACTUEL ?

Le Partenariat Français pour l'Eau (PFE) et ses membres n'ont pas échappé au coup de massue mondial infligé par la pandémie. Événements et plaidoyers reportés, avancées remises... Nos groupes de travail n'ont eu d'autre choix que de s'adapter, mais ce mot adaptation fait partie de notre vocabulaire.

A l'instar d'autres secteurs essentiels comme ceux du traitement des déchets ou de l'énergie, le secteur de l'eau a joué un rôle primordial dans la résilience de nos sociétés face à la Covid-19, en assurant la continuité des services d'eau potable et d'assainissement. Très vite, il s'est aussi avéré que les usines de traitement des eaux usées fourniraient des informations sur la propagation ou le recul du virus (à travers les traces détectables dans l'eau). L'Association française des professionnels de l'eau et des déchets (ASTEE) rappelait récemment le rôle majeur joué par le secteur en matière de prévention des risques sanitaires : protection des agents, hygiénisation des boues de stations d'assainissement, soutien aux projets de recherche visant à acquérir des connaissances sur la dynamique du Sars-CoV-2.

La grande majorité des français a pu compter sur un secteur extrêmement fiable et performant. Il convient de le souligner au moment de tirer les enseignements d'une année des plus déstabilisantes. Il convient aussi de relever que des associations humanitaires, dont SOLIDARITÉS INTERNATIONALE et Action contre la Faim (membres du PFE), ont estimé que le contexte d'urgence généré par la pandémie justifiait qu'elles interviennent en France auprès de populations non raccordées à des réseaux d'eau potable. La lutte contre la pandémie aura donc aussi servi à nous rappeler que des poches de populations n'avaient pas accès à ce service essentiel et que cela représentait un risque sanitaire pour l'ensemble de la société.

Qu'en est-il de nos préoccupations internationales ? Quels impacts sur les enjeux que le PFE et ses membres s'attellent à promouvoir ? Comment avancer et se mobiliser dans ce contexte ?

Nos membres ont, dans un premier temps, ressenti le besoin de réfléchir ensemble à ce phénomène pandémique qui continue de nous subjuguier. Comme évoqué plus haut, la question de la sûreté de l'eau s'est

vite posée ainsi que son rôle central pour l'hygiène et les gestes barrières. Nos groupes de travail sur l'Eau dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) et sur la Biodiversité aquatique et les solutions fondées sur la nature (SfN) ont produit des réflexions sur les risques de pandémies véhiculées par l'eau, sur les risques environnementaux et sur l'après-Covid.

LEÇON DE RÉSILIENCE

La crise sanitaire a offert un éclairage supplémentaire à la transversalité des enjeux sur lesquels nous travaillons : liens entre préservation des écosystèmes, sécurité environnementale et zoonoses* (que la Covid soit une zoonose ou pas) ; liens entre phénomènes climatiques extrêmes, sécurité hydrique et développement ; liens entre santé publique et accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène... En perturbant un peu plus l'équilibre relatif de nos sociétés, la crise sanitaire a renforcé l'idée que seules des approches réellement systémiques nous permettraient d'être résilients.

En 2020, le PFE a à la fois avancé dans ses projets et profité du temps "libéré" par la crise sanitaire pour réévaluer ses approches et ses activités. L'objectif premier de contribuer à l'atteinte des ODD, approche transversale et systémique s'il en est, a été réaffirmé. L'année 2020 était la première année de la Décennie de l'action qui doit nous permettre d'atteindre ces objectifs. Après avoir contribué à l'élaboration de la feuille de route française, nous voilà actifs aux côtés des principaux acteurs français engagés dans cette voie, en France et à l'international. Le groupe de travail sur l'EAH (Eau, Assainissement, Hygiène) en situations de crises et de

**LA CRISE SANITAIRE
A RENFORCÉ
L'IDÉE QUE SEULES
DES APPROCHES
RÉELLEMENT
SYSTÉMIQUES NOUS
PERMETTRAIENT
D'ÊTRE RÉSILIENS.**

fragilité a été pérennisé et s'est doté d'un président. Il vient d'intégrer le Global WASH Cluster des Nations unies. Celui sur l'eau et le dérèglement climatique a lancé des études sur l'empreinte carbone des services d'eau et d'assainissement et sur l'impact du captage et stockage du carbone sur les eaux souterraines, un enjeu grandissant. Enfin, sous l'impulsion de sa présidente Marie-Hélène Aubert, le groupe de travail sur la biodiversité aquatique et les SfN a organisé notre premier séminaire de terrain à Rochefort en octobre 2020, et lance une étude dédiée à la gouvernance des eaux intérieures, littorales et marines.

Si 2020 restera caractérisée par l'annulation des grands rendez-vous internationaux auxquels le PFE participe normalement, les trois années à venir seront riches en événements à haut impact : ceux qui furent reportés à 2021 tout d'abord (COP26 sur le climat, COP15 sur la biodiversité, Semaine mondiale de l'eau...), mais aussi le Congrès de l'IWRA (International Water Resources Association), une Journée "de haut-niveau" sur l'eau à l'ONU, le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et AidEx 2021. En 2022, le 9^e Forum Mondial de l'Eau se tiendra à Dakar, et en 2023, à New York, la 1^{re} Conférence des Nations unies consacrée à l'eau depuis des décennies.

1 Maladies ou infections qui se transmettent des animaux vertébrés à l'homme, et vice versa.

UN GROUPE DE TRAVAIL DÉDIÉ À L'EAH EN CONTEXTES DE CRISE ET DE FRAGILITÉ

Le 4^e groupe de travail thématique du PFE sur l'Eau potable, l'Assainissement et l'Hygiène (EAH) dans les contextes de crises et de fragilité a été créé en 2013 et pérennisé avec des financements en 2019.

La création de ce groupe de travail part du constat de la persistance et de l'aggravation des fragilités. En 2020, avant le coronavirus, ces contextes tels que définis par l'OCDE abritaient 23 % de la population mondiale. **D'ici 2030, cette proportion devrait atteindre 26 %, soit plus d'un quart de la population mondiale¹.** Dans les zones les plus fragiles, les standards minimums² d'accès aux services de base sont rarement atteints. Or l'accès à ces minimums est une question de survie.

Dans le cadre des ODD et de leur objectif d'universalité, il semble alors légitime de concentrer nos efforts envers et avec les populations souvent laissées pour compte car "trop dures à atteindre".

Les phases entre "humanitaire" et "développement" se complètent dans les réalités observées partout dans le monde où cycles de crises et d'apaisements se superposent.

En 2020, notre groupe de travail multi-acteurs a pu :

- **Mettre en commun et valoriser l'expertise de ses membres** en organisant des ateliers thématiques (technologies dans le secteur EAH ; EAH et Nutrition ou encore présentations d'innovations).
- **Offrir une plateforme de concertation** sur "qui fait quoi où" lors de réunions trimestrielles ou lors de crises soudaines comme aux prémices de l'épidémie de Covid-19.
- **Développer une stratégie de plaidoyer commune** pour les années à venir visant trois grands axes de changement :
 - une meilleure intégration entre les secteurs EAH et Santé,
 - une meilleure protection des services EAH dans les zones de conflits,
 - un renforcement des capacités envers les secteurs "life-saving" dont l'EAH fait partie.



Ateliers EAH 2020 de l'humanitaire
Crédit : Médiathèque Veolia-Olivier Guerrin

En 2021, le groupe continuera ces dynamiques de concertation, de valorisation de l'expertise et de plaidoyer. Si aujourd'hui les principaux acteurs du groupe sont ceux qui interviennent déjà dans les zones fragiles, l'année à venir sera dédiée à encourager de nombreux autres acteurs français à rejoindre le groupe. Car tous les acteurs du PFE ont des ressources (expertises, finance, RH...) qui peuvent être mobilisées pour soutenir l'atteinte de ces standards minimums et progresser vers l'atteinte de l'ODD 6 pour tous d'ici 2030.

1 OCDE, States of Fragility 2020
read.oecd-ilibrary.org/development/states-of-fragility-2020_ba7c22e7-en#page34
2 Sphere handbook, seconde édition, 2018
handbook.spherestandards.org/fr

PLUS D'INFORMATIONS SUR LES ACTEURS ET TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL :
PARTENARIAT-FRANCAIS-EAU.FR/THEMATIQUE/ACCES-WASH-CRISES-ET-FRAGILITES/

SOLUTIONS & INNOVATIONS

Transformation digitale, renforcement des compétences, approches intégrées, mutualisation des ressources ou encore appui croissant sur les relais communautaires... Les acteurs de la solidarité internationale redoublent d'efforts et d'inventivité pour maximiser l'impact de leurs interventions partout où les besoins l'exigent.

FACE À LA MONTÉE DE L'INCERTITUDE, GARDER LE CAP DE LA QUALITÉ

Par ANNE-LISE LAVAU,
DIRECTRICE DES OPÉRATIONS ADJOINTE AUX PROGRAMMES,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

La pandémie de la Covid-19 nous a amenés à repenser toutes nos actions sur les terrains d'intervention mais également au niveau des sièges de nos organisations. Se sont alors entremêlés les problématiques d'accès (des biens et des personnes) aux populations, centrales dans une situation de confinement généralisé, aux enjeux de protection de nos équipes et des populations ainsi que l'adaptation de nos réponses.

Dans cette situation, même les standards de qualité de nos réponses ont été bousculés.

Confinés, isolés physiquement les uns des autres, dans l'impossibilité de voler vers nos terrains d'intervention ou de nous déplacer même localement tout au cours de l'année 2020, nous avons dû recourir massivement aux technologies d'information et de communication (TIC). La transformation digitale n'a pas seulement été enclenchée, elle a été décuplée. Accélération par là même tous les risques de protection des données qui y sont liés et nous rappelant, ô combien, un usage rationnel et raisonné de la donnée est au cœur de nos métiers.

Les professionnels de l'humanitaire qui sont pourtant habitués à évoluer dans des contextes en perpétuelle évolution se sont trouvés face à une échelle d'incertitude bien plus grande qui englobait d'autres secteurs, acteurs, zones, pays... Nous qui sommes des acteurs de la lutte contre le choléra ou encore Ebola, nous avons affronté une situation de crise sanitaire majeure et d'ampleur mondiale que personne n'aurait pu anticiper. Que faire alors, face à toujours plus d'incertitude ? La sociologie des organisations souligne bien l'irrationalité apparente et l'imprévisibilité des comportements au sein des organisations. Alors que la crise actuelle exacerbe l'imprévisibilité, chacun recherche sa place dans ce nouvel équilibre précaire et les référentiels sont chamboulés. Cependant, nous voyons également émerger un ordre de marche, une accélération dans le changement qui permet d'entrevoir, au milieu de la nuit, la lumière de l'aube plus rapidement que prévu. Après les premiers moments d'étonnement et d'ajustement, le secteur humanitaire a enclenché son mode gestion de crise, démontrant son agilité et permettant l'émergence de solutions remarquables. Preuve que c'est peut-être moins dans les qualités que dans les défauts et les crises que la variété et l'invention naissent¹, laissant place à de vraies solutions face aux problèmes les plus graves.

¹ Le vide et le plein, Nicolas Bouvier, 2004.

Le mot du terrain

INNOVER POUR MAINTENIR L'ACCÈS

Par FRANCIS TEHOVA,
DIRECTEUR PAYS BURKINA FASO,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Depuis 2016, le Burkina Faso est le théâtre d'une crise sécuritaire et humanitaire de grande ampleur qui a vu son nombre de déplacés internes augmenter de façon vertigineuse (1 074 993 recensés au 31 décembre 2020). Depuis 2018, la situation s'est dégradée rendant difficile voire impossible la mise en œuvre de projets humanitaires de manière habituelle là où les besoins se font le plus sentir, notamment dans les zones les plus reculées.

Pour maintenir l'accès dans certaines zones, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a donc dû trouver des solutions innovantes d'intervention. Par exemple, au lieu de mener des opérations de forage et de réhabilitation classiques, nos équipes se sont appuyées sur des relais communautaires afin de répondre aux besoins des populations en matière de réparation de points d'eau (changement des pompes à motricité humaine, réhabilitation des superstructures, formation de comités de gestion et remise de kits de maintenance) dans les localités de Arbinda, Diguel et Baraboulé (plus de 11 400 personnes bénéficiaires au total).

Les points focaux de ces localités et des artisans réparateurs ont été invités dans la localité plus sûre de Kongoussi pour suivre une formation dans la conduite de ces activités. Le matériel de réhabilitation a été acheminé par des tricycles grâce à l'implication de certains responsables communautaires. Et nos équipes ont assuré le suivi par téléphone et grâce au partage d'informations et de réalisations sur WhatsApp.

SURVEILLANCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE :

LE PROGRÈS DE LA DIGITALISATION

Par **BACHIR ASSAO**, EPIDÉMIOLOGISTE
et **ARTHUR MAKADI**, ASSISTANT DE RECHERCHE,
EPICENTRE, DÉPARTEMENT RECHERCHE

Face à la Covid-19, l'importance des outils digitaux dans la surveillance et la gestion épidémiologique a été renforcée. À la pointe dans ce domaine, Epicentre – une ONG d'épidémiologie, de recherche et de formation créée par MSF – est convaincu que la digitalisation pourrait porter ses fruits face à d'autres enjeux de santé publique.

Le but d'un système de surveillance épidémiologique – parfois appelée l'information pour l'action – est de fournir aux équipes des programmes de santé et des politiques de santé publique les informations leur permettant d'avoir une réponse efficace à un problème donné. Un système de surveillance efficace permet d'identifier des cas ou groupes de cas et de déclencher une investigation pouvant aller d'un appel téléphonique à une enquête de terrain, visant à déterminer l'ampleur et la cause de l'alerte, ce qui déclenche une réponse ciblée appropriée.

ALERTE COVID-19 NIGER

La crise de la Covid-19 a renforcé l'importance des outils digitaux dans la surveillance et la gestion épidémiologique. Structurer la riposte pour limiter la propagation de l'épidémie est devenu un enjeu majeur, notamment pour éviter la surcharge des systèmes de santé. C'est dans cet objectif que le Ministère de la Santé du Niger a fait appel à Epicentre, la Fondation MSF et Medic Mobile, pour mettre en place la plateforme et l'application Alerte Covid-19.

Alerte Covid-19 est un outil de gestion des données, de réception, et d'investigation des alertes de Covid-19 opérationnel sur l'ensemble du Niger. Il permet aux agents de santé et aux points focaux des centres de santé et hôpitaux d'identifier et de notifier les alertes de Covid-19 sur une plateforme dédiée qui centralise l'ensemble des données provenant du centre d'alerte national et des centres d'alertes régionaux. Les alertes de cas suspects de Covid-19 sont instantanément redirigées par régions et assignées aux investigateurs qui débutent une enquête de terrain et effectuent des prélèvements en vue de tester ces cas. Depuis sa mise en place, Alerte Covid-19 Niger a permis de gérer l'ensemble des alertes reçues par les centres d'appels du SAMU au Niger, qui dépassent les 8 400, à l'heure où nous écrivons ces lignes.

La Covid-19 reste une priorité, mais cette plateforme de surveillance épidémiologique pourrait être appliquée à d'autres enjeux de santé publique, tels que le paludisme, la rougeole, la malnutrition ou le choléra. Intégrer la digitalisation dans les activités de routine d'Epicentre – des formations des équipes à la mise en œuvre des projets, en passant par le développement des infrastructures – est donc essentiel pour en exploiter toutes les possibilités.

ALERTE GOMA (RDC)

Le projet de renforcement du suivi des patients atteints de maladies chroniques en République démocratique du Congo (RDC) est un exemple de l'étendue des possibilités offertes par ce type de plateforme. Dans la ville de Goma, Médecins Sans Frontières (MSF) accompagne 3 000 patients souffrant du VIH ou de la tuberculose. Le travail de suivi de ces patients a été complexifié par la Covid-19, car les déplacements liés au suivi des patients sont des vecteurs potentiels de propagation.

L'application mise en place à Goma – grâce à la collaboration entre Epicentre, La Fondation MSF et Medic Mobile – permet à l'équipe chargée du suivi de communiquer avec les patients via leur téléphone (smartphone ou non) par l'envoi de SMS et de questionnaires automatisés quotidiens ou hebdomadaires, selon les cas. Les réponses des patients enclenchent un triage automatisé qui permet aux personnels d'investiguer les cas les plus problématiques, par téléphone ou en personne. L'automatisation d'envoi de questionnaires aux patients et la génération d'alertes de suivi médical facilitent et optimisent le suivi rapproché par le personnel de MSF d'un grand nombre de patients, en période d'épidémie comme en période de surveillance de routine.

FACILITER LA COORDINATION

La plateforme Alerte présentée dans cet article est un exemple de solution digitale modulaire (SMS, application, call center, plateforme web) permettant de répondre aux besoins de surveillance de l'incidence de symptômes sur un grand nombre d'individus, en temps réel (Niger), ou d'automatiser le triage des données et le partage de tâches de suivi des patients, par exemple dans les premiers mois d'une épidémie (Goma). Avec l'intégration de tableaux de bord existants (DHIS2¹ par exemple), la plateforme Alerte pourrait également permettre de faciliter la coordination de projet en fournissant une vue agrégée et dynamique des données en temps réel.

¹ Plateforme logicielle open source utilisée pour le reporting, l'analyse et la diffusion de données concernant les programmes de santé.

PLUS D'ACTEURS QUALIFIÉS POUR FAIRE FACE AUX DÉFIS DE L'EAU

Par **GILLES COLLARD**,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BIOFORCE

Pour répondre aux défis de l'accès aux services d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène, mais aussi intervenir vite et développer des opérations de qualité, il faut pouvoir compter sur des professionnels qualifiés et disponibles partout où c'est nécessaire. Depuis près de 40 ans, dans le domaine de l'Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) comme dans d'autres secteurs d'intervention, Bioforce apporte des solutions de formation basées sur une approche globale : former les individus, renforcer les organisations et, toujours, privilégier les compétences locales.

CRÉER LA NOUVELLE GÉNÉRATION DE PROFESSIONNELS

Un manque de personnel qualifié, des difficultés à intégrer la profession : c'est le constat dressé pour le domaine EAH par *l'État des lieux des métiers humanitaires 2020*¹. Y répondre, c'est en premier lieu, favoriser l'émergence d'un vivier de nouveaux professionnels mobilisables : chaque année, dans nos centres Europe et Afrique, nous formons 36 responsables de projets Eau, Assainissement et Hygiène. En 2021, nous y ajoutons une nouvelle cohorte au Moyen-Orient, grâce au lancement à Amman d'un Master en partenariat avec l'Université germano-jordanienne (GJU) et Action contre la Faim.

RENFORCER LES COMPÉTENCES DES ÉQUIPES...

En parallèle, nous agissons pour la montée en compétences des personnels humanitaires, notamment nationaux. Nos formations certifiantes peuvent être suivies "à son rythme" sur plusieurs années, pour s'adapter aux besoins de professionnels en activité. Des formations courtes continues sont proposées dans nos centres régionaux et, de plus en plus, directement sur les terrains d'intervention. Nous agissons enfin aux côtés des organisations humanitaires et de leurs partenaires nationaux en développant des programmes sur mesure.

OPÉRATIONNELLES ET ADAPTÉES AUX NOUVEAUX ENJEUX

Parmi nos fondamentaux, l'intervention d'organisations expertes (SOLIDARITÉS INTERNATIONAL, Action contre la Faim, MSF Belgique...) et une pédagogie pratique et opérationnelle, comme en témoigne Thomas, un ancien Responsable programme EAH pour SOLIDARITÉS INTERNATIONAL en République centrafricaine : *"Pendant ma mission, je me retrouvais à chaque fois en face d'une situation que j'avais vécue à Bioforce, et j'utilisais à chaque fois les solutions I.I. De sorte que, quand je me suis retrouvé sur le terrain, je n'ai pas eu de difficultés pour prendre les choses en main"*. Toute l'équipe, qui travaille main dans la main avec le Global WASH Cluster et l'ensemble des acteurs majeurs de l'EAH, est en permanence mobilisée pour aligner nos formations sur les enjeux actuels. Ces dernières ont été renforcées dans les dimensions santé publique, gestion intégrée de la ressource en eau, durabilité des actions, changement climatique ou santé environnementale : elles ont intégré l'augmentation des interventions en contexte urbain ; la coordination, les interventions basées sur les marchés et les approches multisectorielles (EAH et nutrition, irrigation...) sont plus que jamais au programme. Si les socles sont communs, nous dessinons des programmes qui tiennent compte des contextes régionaux : au Moyen-Orient, par exemple, où les compétences

techniques sont bien présentes, l'accent sera mis sur la promotion à l'hygiène et l'engagement communautaire mais aussi sur la raréfaction de la ressource en eau.

Derrière chaque intervention EAH efficace pour les populations fragilisées par les crises, il y a des professionnels qualifiés : leur formation est aussi une solution pour relever les défis de la lutte contre les épidémies et de l'amélioration de la santé publique.

¹ État des lieux des métiers humanitaires (State of Humanitarian Professions), Bioforce, 2020
bioforce.org/sohp2020.pdf

BIOFORCE apporte des solutions de formation et d'accompagnement pour permettre l'accès à une aide efficace et de qualité aux populations vulnérables.

- **Responsable de projets Eau, Hygiène et Assainissement, équivalent bac+4**, dans nos centres Europe et Afrique. En continu (6 mois) ou à son rythme. Certification accessible en VAE

- **Humanitarian WaSH Master's Degree**, à Amman (Jordanie), 18 mois.
washmsc.com

POUR PLUS D'INFORMATIONS :
BIOFORCE.ORG

MALNUTRITION : DES RÉPONSES INTÉGRÉES EAH ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Par LISE LACAN et JULIE MAYANS,
SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Carences nutritionnelles, effets du changement climatique, accès insuffisant à la santé ou encore à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) : la malnutrition est liée à de multiples facteurs, directs ou indirects. C'est pourquoi, depuis plusieurs années, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE développe des approches intégrées EAH, Sécurité alimentaire et Nutrition pour y répondre.

La malnutrition est un problème majeur de santé publique. En 2019, 1 enfant de moins de 5 ans sur 3 - soit 200 millions d'enfants - souffrait de sous-nutrition¹ ou de surpoids². Le fait de bénéficier d'une nutrition adéquate pendant la jeune enfance est un facteur essentiel de bon développement physique et intellectuel. Les carences nutritionnelles durant cette période peuvent non seulement déboucher sur des maladies voire la mort, mais aussi avoir des conséquences à long terme sur les capacités sociales et cognitives, la réussite scolaire, la productivité au travail et par conséquent sur le développement socio-économique d'un pays.

Les liens de cause à effet du manque d'accès aux infrastructures d'eau potable ou d'assainissement sur le statut nutritionnel sont largement documentés³. Il est avéré que des installations sanitaires inadéquates ou la défécation à l'air libre, encore pratiquée par 1 milliard de personnes, sont à l'origine de la contamination des sources d'eau. Cette contamination engendre un risque accru de diarrhées conduisant à une perte d'appétit, une déshydratation et mauvaise absorption des nutriments. Chaque année, 2,1 millions d'enfants meurent directement ou indirectement de maladies liées à l'eau et à l'assainissement. Le manque d'accès à l'assainissement combiné à une mauvaise hygiène contribuent ainsi à 88 % des décès provoqués par des maladies diarrhéiques.

Le lien entre sous-nutrition et sécurité alimentaire est plus évident. Plusieurs facteurs liés à l'alimentation des enfants peuvent y contribuer : le manque d'accès et de disponibilité d'aliments appropriés à leurs besoins mais aussi les mauvaises pratiques alimentaires (hygiène, conservation et préparation des aliments, etc.). Les interventions de sécurité alimentaire comme l'appui à la production agricole et à l'élevage pour produire ses aliments ou la sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires peuvent contribuer à prévenir les risques et accompagner la guérison des enfants malnutris.

Afin de lutter contre la sous-nutrition et d'atteindre les cibles mondiales 2025 de l'Organisation mondiale de la Santé, il est incontournable d'adopter une approche multisectorielle visant à améliorer les conditions sanitaires et l'accès à une alimentation adaptée aux besoins de chacun.

C'est pourquoi SOLIDARITÉS INTERNATIONALE met en œuvre des projets intégrés EAH, Sécurité Alimentaire et Nutrition. Dans cette optique, notre ONG développe des partenariats avec des acteurs de santé, comme par exemple ALIMA, avec qui nous travaillons depuis 2018 pour lutter contre la mortalité liée à la malnutrition dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Dans cette région, l'insécurité et les déplacements massifs de populations ont plongé de nombreuses familles dans une situation de grande vulnérabilité. Sur place, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE distribue des coupons alimentaires pour l'achat de produits nutritifs et mène des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques alimentaires. Pour enrayer le cercle vicieux diarrhée-malnutrition, nos équipes distribuent des kits d'hygiène aux familles ayant des enfants malnutris admis dans les centres de santé. Notre ONG participe aussi à l'amélioration de l'accès aux services et infrastructures EAH dans les centres de santé et les communautés et leur pérennisation par le renforcement des capacités.

Les projets intégrés de ce type donnent des résultats probants mais pour être efficaces, ils doivent être menés sur le long terme et accompagnés par des changements de pratique au niveau des populations et des gouvernements locaux. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE entend systématiser cette approche et la développer dans tous les pays où elle intervient et où la malnutrition fait des ravages.

1 La sous-nutrition survient quand le régime alimentaire d'une personne ne comporte pas de nutriments adaptés à sa croissance et à son maintien en bonne santé, ou si elle ne peut pas pleinement assimiler les aliments qu'elle ingurgite en raison d'une maladie.

2 La situation des enfants dans le monde 2019 - Enfants, nourriture et nutrition, UNICEF, 2019

3 Improving nutrition outcomes with better water, sanitation and hygiene : Practical solutions for policy and programmes, OMS, UNICEF, USAID, 2015

NOTRE ONG DÉVELOPPE DES PARTENARIATS AVEC DES ACTEURS DE SANTÉ POUR LUTTER CONTRE LA MORTALITÉ LIÉE À LA MALNUTRITION.

AU MALI, UNE RÉPONSE INTÉGRÉE EAH ET NUTRITION POUR LES PLUS VULNÉRABLES

Par la mission Mali
de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Depuis décembre 2020, les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE contribuent à lutter contre la malnutrition dans les régions du nord et du centre du Mali, en renforçant l'accès à l'eau et à l'assainissement dans des centres de santé et en sensibilisant les familles aux pratiques de détection.

Depuis 2012, le Mali est confronté à de multiples tensions sécuritaire, conflits intercommunautaires et catastrophes naturelles. Ces chocs récurrents ont provoqué des déplacements massifs de population, augmentant la pression sur les ressources et les infrastructures déjà limitées. L'accès insuffisant aux services de bases et notamment à l'eau potable, tant en qualité qu'en quantité, aggrave l'exposition des populations vulnérables aux maladies d'origine hydrique et ainsi à la malnutrition (sur le lien entre manque

d'accès à l'eau et malnutrition, lire notre article p.38). En février 2020⁴, les taux d'insécurité alimentaire dépassaient largement 20 % dans les régions accueillant un grand nombre de déplacés, comme Mopti (23,3 %), Kidal (24,6 %) ou encore Gao (38,4 %), contre 16 % à l'échelle nationale.

Face à cette urgence, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a donc mis en œuvre une réponse intégrée EAH et Nutrition dans les régions du nord et du centre du Mali. Depuis fin 2020, nos équipes interviennent pour renforcer l'accès à l'eau et à l'assainissement dans plusieurs centres de santé, en distribuant des kits d'hygiène, des systèmes de lavage de mains et des savons aux parents des enfants malnutris. Elles sensibilisent et forment également les femmes à la détection de la malnutrition aiguë afin d'améliorer la prise en charge précoce de leur(s) enfant(s).

1 ENSAN Mali, Février 2020

TÉMOIGNAGE

HAWA MOUCHÉ, 30 ans, mère de 4 enfants,
habitante du village d'Echell dans le Nord du Mali

"Les équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE nous ont formées au dépistage de la malnutrition pour nos enfants. L'âge des enfants que nous dépistons varie de 6 à 59 mois. Ils nous ont montré quels étaient les signes de malnutrition chez l'enfant. Ils nous ont aussi expliqué comment mesurer leur périmètre brachial. Ils nous ont appris qu'un enfant qui se trouve dans le vert est en bonne santé, celui qui se trouve dans le jaune, la maladie a commencé à se déclencher et celui qui se trouve dans le rouge est malade, qu'il faut l'amener immédiatement au centre de santé communautaire. SOLIDARITÉS INTERNATIONALE nous a aussi montré comment dépister les enfants qui ont des œdèmes : on serre les deux pieds contre nous et on compte jusqu'à trois et si l'enfant est atteint de malnutrition, il y a une empreinte sur la peau. Depuis que nous avons réalisé cette formation, l'état de nos enfants s'est amélioré, alors qu'avant la formation ils tombaient souvent malades."



FACE À LA COVID-19 : CONTINUER ET ÉTENDRE NOS ACTIONS PARTOUT

Par **XAVIER LAUTH**,
RESPONSABLE
DE L'ÉQUIPE D'URGENCE
DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

OÙ LES BESOINS L'EXIGENT

Le grand défi de 2020 a consisté à accroître nos activités, malgré les contraintes, et à prendre en compte, non seulement les nouveaux besoins liés à la lutte contre la Covid-19, mais aussi à continuer de délivrer une aide humanitaire nécessaire et à ne pas occulter les autres crises.

Face à la pandémie de Covid-19, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a dû adapter en 2020 ses activités et réinventer certaines de ses modalités d'intervention pour faire face aux défis sanitaires générés par l'épidémie, notamment l'exposition de ses équipes et de ses bénéficiaires, mais aussi aux défis logistiques : suspension de vols internationaux, confinements ou restrictions de mouvements à l'échelle nationale (Lire l'encadré ci-contre sur le pont aérien humanitaire).

À partir de mars 2020, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a lancé des opérations en France, en partenariat avec Médecins du Monde, en faveur des publics les plus démunis, en incapacité matérielle d'appliquer les gestes barrières contre la Covid-19 et de maintenir une situation d'hygiène digne en temps de confinement national. Nos équipes ont ainsi distribué des articles d'hygiène et installé des connexions et dessertes en eau potable dans plusieurs bidonvilles et sites précaires en Île-de-France, autour de la métropole de Nantes et de celle de Toulouse. 100 % des personnes interrogées lors d'une enquête bilan ont déclaré que cet accès sécurisé à l'eau potable avait amélioré leurs conditions de vie quotidienne. Une statistique qui nous pousse à dépasser le cadre des contextes

de crise et vient souligner l'importance de prendre en compte les populations vulnérables où qu'elles soient.

De même, nos équipes d'urgence ont adapté leurs activités en Colombie en faveur des migrants vénézuéliens, en prenant en considération les structures de santé colombiennes et également les besoins de protection de ces migrants dont la capacité de mouvement se retrouvait entravée par les mesures sanitaires de lutte contre la pandémie.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a également réussi à dépasser les contraintes de déplacement liées à la Covid-19 pour ouvrir un bureau et démarrer des opérations au Niger en avril 2020. Dans ce pays miné par un conflit armé entre forces de sécurité et groupes radicaux ainsi que par des inondations et crues importantes, l'accès aux services EAH d'une partie de la population est limité ou entravé. Nos équipes se sont ainsi mobilisées pour répondre aux besoins en eau d'urgence des sinistrés à Niamey et pour améliorer les conditions d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène des déplacés et communautés hôtes dans la région de Tillabéry.

Malgré le contexte sanitaire mondial, notre ONG a en outre décidé en novembre 2020 de déployer une équipe d'urgence au Soudan – et ainsi de rouvrir un bureau dans ce pays où nos équipes avaient déjà été actives de 2004 à 2009 – pour venir en aide aux dizaines de milliers de réfugiés qui affluent depuis l'Éthiopie voisine, où des affrontements font rage entre l'armée nationale et la branche armée du Front de Libération du Peuple du Tigré.

Enfin, en décembre 2020, nos équipes d'urgence ont réalisé une exploration

LE SUCCÈS DU PONT AÉRIEN HUMANITAIRE

En plein blocage mondial des liaisons aériennes en raison de la crise de la Covid-19, le pont aérien humanitaire de l'Union européenne (UE), coordonné par le Réseau Logistique Humanitaire (RLH), dont SOLIDARITÉS INTERNATIONALE est l'un des membres fondateurs, a permis de recueillir et consolider les besoins en transport de passagers et de matériel des organisations humanitaires européennes. Financé par l'UE et le Centre de Crise et de Soutien du ministère des Affaires étrangères français, son rôle a été d'identifier des liaisons non couvertes, de recenser des capacités de transport, de planifier les vols et d'assurer la coordination de l'ensemble de la chaîne décisionnelle et logistique.

Le succès de cette opération a permis de démontrer la capacité des ONG à s'organiser, à mutualiser les ressources et à faire preuve de synergie face à la crise de la Covid-19. Plus largement, l'opération a démontré que la collaboration entre les ONG est le meilleur levier d'une réponse réactive, efficiente et adaptée aux enjeux humanitaires.

CHIFFRES CLÉS

En 5 mois :

42 vols à destination
de **12 pays** différents

1 208 passagers

Plus de **780 tonnes**
d'équipements médicaux
et humanitaires vitaux

108 organisations participantes

et une première distribution d'articles d'hygiène dans le nord-ouest du Nigéria, où plusieurs dizaines de milliers de personnes fuient les pillages et violences intercommunautaires et où rares sont les ONG présentes.

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES SERVICES D'EAU POTABLE AU BURKINA FASO

Par la **Direction des opérations**
de **SOLIDARITÉS INTERNATIONALE**
au Burkina Faso

SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, en partenariat avec le GRET, l'URD et l'ONEA, travaille au développement de modes opératoires visant au maintien et au renforcement des services d'approvisionnement en eau au Burkina Faso malgré la crise sécuritaire.

CRISE SÉCURITAIRE ET IMPACT SUR L'ACCÈS À L'EAU

Depuis trois ans, le Burkina Faso fait face à une croissance significative de besoins humanitaires en raison de la forte dégradation du contexte sécuritaire. Ces derniers mois ont été éprouvants et la situation continue de se détériorer dans plusieurs régions du pays (Sahel, Nord, Centre-Nord et Est). Corollaires à l'intensification des conflits, d'importants mouvements de population ont été observés. On dénombre aujourd'hui plus d'1 million* de déplacés internes. Ces derniers se sont majoritairement regroupés dans les centres urbains où les services d'approvisionnement en eau sont ainsi soumis à une tension extrême. Cette tension est parfois phénoménale par endroits, avec plus de 1 200 personnes par points d'eau modernes² alors que la norme du pays est fixée à 300 maximum. Dans ces zones, l'afflux de déplacés a fait tripler les besoins en approvisionnement en eau. Cette situation est aggravée par une augmentation des pannes des infrastructures alors que les acteurs publics et représentatifs de l'État (particulièrement visés par les attaques terroristes) se sont souvent retirés ou ont fortement diminué leurs équipes sur le terrain.

UNE APPROCHE INNOVANTE CONCILIANT "URGENCE" ET "DÉVELOPPEMENT"

Face au besoin urgent de concevoir des réponses à la crise humanitaire sahélienne plus intégrées et durables, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE, le GRET, le groupe URD et l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) du Burkina Faso, se sont regroupés et concertés pour proposer une approche innovante, conciliant des modes opératoires "urgence" et "développement" visant au maintien et au renforcement des services publics d'eau potable en zone fragilisée, et plus spécifiquement dans les principales zones d'accueil des déplacés forcés dans le pays.

Ce Projet de Renforcement de la Résilience des Services Publics d'eau potable en contexte de crise (P2RSP), mené avec l'appui financier de l'AFD et USAID, a pour objectif de planifier et coordonner les investissements et l'exploitation en contexte d'urgence mais avec une stratégie de long terme, en s'assurant

notamment de la conservation des principes de service public (tarification et équité d'accès) à court et moyen termes.

Le projet doit ainsi permettre de renforcer la résilience des services publics d'eau potable dans cinq agglomérations des régions Nord (Titao, Ouahigouya, Oula et Séguénéga) et Centre-Nord (Kongoussi) du pays.

Le projet vise les trois objectifs spécifiques suivants :

- 1. Renforcer l'ONEA et les communes dans leur capacité à planifier, financer et à maintenir le service de l'eau dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire.**
- 2. Maintenir et renforcer les performances des services publics d'approvisionnement en eau en termes de couverture, d'organisation, de gestion et suivi technique, financier et commercial.**
- 3. Suivre, évaluer, capitaliser et diffuser les méthodologies développées et les leçons apprises en vue d'une potentielle réplique dans les principaux centres urbains d'accueil des déplacés forcés au Burkina Faso.**

Le projet est piloté par SOLIDARITÉS INTERNATIONALE (chef de file) et le GRET, en lien avec les partenaires institutionnels et opérationnels, en particulier l'ONEA et les communes. Le Groupe URD assurera une mission de suivi-évaluation et capitalisation, en lien rapproché avec SOLIDARITÉS INTERNATIONALE et le GRET.

UN PROJET AYANT VOCATION À ÊTRE RÉPLIQUÉ

Ce projet innovant de définition et opérationnalisation du "nexus" dans le secteur de l'eau potable est une première qui, s'il atteint les résultats escomptés, pourrait induire à terme des changements de pratiques significatifs dans l'organisation du secteur au Burkina Faso. À cet égard, l'AFD et USAID considèrent ce projet comme un pilote régional à fort impact qui pourrait potentiellement être répliqué dans d'autres pays.

¹ Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), novembre 2020. conasur.gov.bf
² Forages équipés d'une pompe



campements informels. Ces solutions alternatives à la livraison, permettent de faire une économie d'environ 850 000 euros, participant à la réduction de la vulnérabilité des sites concernés.

Pour l'assainissement, depuis 2015, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE installe, lorsque c'est possible, des fosses septiques réduisant les coûts de vidange des latrines. Aux problématiques financières et de durabilité, se rajoute l'impact sanitaire et environnemental. La multitude des sites, leur instabilité (mouvements de population, création/ évacuation de site) et les restrictions gouvernementales empêchent une gestion adaptée des eaux usées, particulièrement des eaux grises⁴ majoritairement rejetées dans la nature. En 2019, le gouvernement a cependant commencé à viser municipalités, industries et campements informels ne respectant pas les normes de rejet, notamment en interdisant les campements dans certaines zones sensibles et en imposant de nouveaux critères d'intervention pour les ONG. Le Secteur Eau s'est donc mobilisé pour réduire le risque d'éviction en limitant cet impact environnemental. Depuis 2019, notre ONG participe, dans le cadre d'un projet pilote financé par l'UNICEF, au développement de systèmes innovants de traitement des eaux usées dans les campements informels. La crise économique et la Covid-19 ont ralenti les projets mais début 2021, 14 systèmes auront livré leurs premiers résultats. Cette année, grâce à l'Union européenne, nos équipes cibleront aussi les campements informels identifiés comme prioritaires par le Secteur Eau, avec pour objectif la réduction des risques d'éviction et des tensions sociales en diminuant la pollution rejetée et les volumes à transporter dans les stations de traitement.

LIBAN : DES SOLUTIONS EAH INNOVANTES POUR LES RÉFUGIÉS SYRIENS

Par **YANN PASTEL**,
COORDINATEUR EAH
POUR SOLIDARITÉS INTERNATIONALE AU LIBAN

Depuis 2013, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE intervient au Liban, dans la Bekaa et au Akkar, auprès de 75 000 réfugiés syriens répartis dans 1 600 campements informels, principalement sous tente. L'étendue des besoins et le contexte poussent nos équipes à innover sans cesse pour leur apporter des réponses plus adaptées et durables dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Au Liban, l'accès à l'eau se fait principalement par puits privés non-régulés et livraison d'eau par camion et seulement 8 % des eaux usées sont traitées. Les réfugiés syriens, au nombre total de 1,5 million dans le pays, dont

310 000 vivant dans 5 900 campements informels (ITS¹), représentent donc une pression supplémentaire sur les infrastructures, les ressources et l'environnement. À cela s'ajoutent les troubles socio-économiques et politiques

en cours depuis octobre 2019 mais aussi l'épidémie de la Covid-19 : la crise actuelle a accentué les tensions entre communautés et la stigmatisation de la population syrienne comme source de problèmes.

Les restrictions gouvernementales visant à ne pas pérenniser la présence des réfugiés impactent la réponse Eau, Assainissement et Hygiène aux besoins de base. La fourniture d'eau potable et la vidange des latrines se font surtout par camions, sans régulation suffisante. L'intervention de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE s'intègre donc dans une stratégie du Secteur Eau² coûteuse (13 millions d'euros en 2019), et non durable car trop dépendante de l'aide humanitaire.

Afin de limiter cette dépendance, notre ONG développe des solutions alternatives. Pour l'accès à l'eau, la connexion de campements informels aux sources locales, uniquement pour usage domestique (lavage, etc.), permet de réduire de 70 % les volumes livrés par camion. Mais l'accès à l'eau de boisson pour les 30 800 personnes vivant dans ces campements se fait

encore principalement par livraison, la majorité des eaux souterraines étant contaminées (eaux usées domestiques et industrielles, intrants chimiques agricoles). Pour remédier à ce problème, nos équipes installent des systèmes de traitement de l'eau lorsqu'ils permettent une économie par rapport à la livraison par camion. Depuis 2017, 18 sites ont ainsi été équipés de systèmes d'ultrafiltration, traitant la contamination microbiologique sans électricité et avec peu d'entretien. Toutefois, la contamination chimique empêche un développement à large échelle. C'est pourquoi nous testons depuis 2019 des systèmes de traitement plus complexes par osmose inverse³ et expérimenterons en 2021 un traitement par échange d'ions. Ces technologies ayant un coût, une consommation d'énergie et un niveau de maintenance supérieurs, nos équipes étudieront leur adaptation comme solution alternative à la livraison d'eau par camion dans les

¹ Informal Tented Settlement
² Équivalent du cluster EAH au Liban
³ Système de purification de l'eau par un procédé de filtrage très fin.
⁴ Eaux usées domestiques faiblement polluées



MYANMAR : DES SOLUTIONS D'ASSAINISSEMENT PERFORMANTES POUR LES CAMPS DE SITTWE

Par la mission Myanmar
de SOLIDARITÉS INTERNATIONALE

Depuis plusieurs années, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE intervient dans l'État du Rakhine pour assurer un accès sûr à l'eau et à l'assainissement aux personnes déplacées dans les camps de Sittwe. Face à l'importance des besoins, nos équipes ont notamment créé et gèrent une station de traitement des boues fécales innovante en contexte humanitaire.

En 2013, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a lancé un programme humanitaire avec Oxfam, ACF et Save the Children pour répondre aux besoins nutritionnels ainsi qu'aux besoins en Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) des personnes déplacées, confinées dans les camps de Sittwe au centre de l'État du Rakhine au Myanmar. L'accès à des moyens d'assainissement sûrs est un défi de taille pour les 87 105 habitants de ces camps surpeuplés. Afin de limiter l'exposition à des risques de santé majeurs, notre ONG et d'autres partenaires EAH ont construit plus de 4 000 latrines et sont maintenant chargés de les maintenir en état de fonctionnement (vidange, transport, traitement des boues). Le traitement de ces boues, dont le volume quotidien se situe entre 18 et 56 m³, est une priorité cruciale, étant donné la nappe phréatique élevée et la faible infiltration des sols.

Pour relever ce défi, SOLIDARITÉS INTERNATIONALE a créé la STS (Sludge Treatment Station), une station de traitement centralisé des boues fécales, réadaptant les systèmes DEWATS (Decentralized Wastewater Treatment Systems) conçus par BORDA et utilisés habituellement dans les pays en voie de développement. La STS comprend un premier traitement par sédimentation, puis un traitement secondaire utilisant des processus biologiques. Il s'agit d'une station à faible coût, qui fonctionne sans produit chimique ni électricité et qui nécessite peu de maintenance.

Après le lancement de la STS, nos équipes ont demandé son soutien à la Fondation Veolia pour mettre en œuvre un système de surveillance adapté à l'infrastructure et aux compétences locales. L'objectif de ce système est de comprendre les performances de la STS en matière de réduction d'agents pathogènes et de déterminer si les produits finaux (boues sèches et effluent) peuvent être utilisés pour l'agriculture. En effet, les agriculteurs à proximité souhaitent utiliser les effluents liquides pour l'irrigation des cultures, notamment pendant la saison sèche.

La Fondation Veolia et nos équipes ont passé en revue le fonctionnement de la STS afin d'identifier les paramètres de la chaîne de traitement à analyser. En 2018, deux experts de la Fondation Veolia se sont déplacés sur le terrain pour mettre en place un laboratoire d'analyses, avec ses équipements et protocoles et ainsi étudier le fonctionnement de la STS afin d'optimiser la performance des infrastructures existantes.

Malgré les bonnes performances de la STS en matière de réduction des agents pathogènes, les résultats ont démontré que l'effluent ne pouvait pas encore être utilisé pour l'agriculture. En outre, la capacité de traitement quotidienne de la station a été évaluée à 30 m³, alors que les besoins quotidiens des camps de Sittwe sont

de 45 m³ en moyenne. Pendant la saison des pluies, en raison des infiltrations dans les puits perdus des latrines, ces besoins peuvent atteindre 60 m³ par jour pour éviter que les fosses ne débordent et répandent des maladies hydriques.

Partant de ces constats, la Fondation Veolia a renouvelé son engagement auprès de notre ONG en 2019-2020, et a créé un modèle pour passer en revue chaque module de la STS et permettre sa mise à niveau à travers la multiplication de certains modules de traitement et le pilotage en parallèle de lits de séchage plantés pour augmenter la capacité de la station. Le remplacement de certains autres modules de traitement doit aussi permettre d'améliorer la performance de la STS et d'accroître la qualité de l'effluent pour répondre aux normes agricoles.

Il est assez rare que des infrastructures d'assainissement d'une telle envergure soient construites et gérées dans le cadre d'interventions humanitaires. S'il existe quelques exemples de stations de traitement des eaux usées/boues au Myanmar, la STS des camps de Sittwe dispose de la troisième plus grande capacité de traitement. Ailleurs, un peu partout dans le pays, les boues non traitées sont souvent déversées dans les rivières ou la mer.

Compte tenu de cette situation, le travail de nos équipes sur la gestion des boues de vidange permet également de sensibiliser les acteurs nationaux et locaux sur l'importance des moyens d'assainissement sûrs dans la réduction des risques sanitaires pour les populations vulnérables vivant dans et autour de zones surpeuplées. Il permet aussi d'influer sur les politiques nationales à moyen terme, afin d'accompagner la transition des interventions d'urgence vers des programmes de relèvement et de développement. Notre ONG étant convaincue que les questions liées à l'assainissement devront un jour être intégrées par les services publics du Myanmar, nous pensons que les acteurs humanitaires et de développement doivent d'ores et déjà réfléchir à l'adaptation de ces solutions aux capacités locales, au contexte changeant, aux ressources financières et au modèle économique. Ce sont les échanges avec les autorités locales qui leur permettront de reprendre les services de gestion des boues de vidange et de reproduire ces bonnes pratiques dans les zones urbaines.

**"C'ÉTAIT UN DÉFI
STIMULANT POUR NOUS
D'AIDER SOLIDARITÉS
INTERNATIONALE À
REVOIR LA CONCEPTION
DE LA STS ET ÉTENDRE
SA CAPACITÉ, TOUT
EN MAINTENANT UN
FONCTIONNEMENT
SIMPLE ET ÉCONOMIQUE
POUR LES ÉQUIPES
LOCALES."**

FONDATION VEOLIA

L'EAU EST UN DROIT !

RETOUR SUR UN AN

Par **ÉDITH GUIOCHON**,
CHARGÉE DE MISSION PLAIDOYER, COALITION EAU **DE MOBILISATION**

En 2020, la Coalition Eau et 30 associations partenaires ont mené campagne auprès du gouvernement et des élu.e.s français sur les défis persistants en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement en France et dans le monde. Malgré un bilan positif, le combat doit se poursuivre.

UNE ANNÉE CHARNIÈRE POUR LE SECTEUR

Avec le 10^e anniversaire de la reconnaissance des droits humains à l'eau et à l'assainissement par les Nations unies, 2020 a été une année marquante pour le secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène (EAH). D'autant plus dans un contexte de crise sanitaire mondialisée qui a rendu visible de manière forte la nécessité vitale de l'eau ainsi que les injustices qui y sont liées.

2020 fut aussi une année de mobilisation avec la campagne interassociative *L'eau est un droit !*. Initiée par la Coalition Eau et 30 associations, cette campagne, a été menée pour mobiliser le gouvernement et interpellier les élu.e.s locaux afin qu'ils s'engagent sur des politiques ambitieuses en faveur d'un accès à l'eau et à l'assainissement pour toutes et tous, en France et dans le monde.

LES DÉCIDEUR.S.E.S POLITIQUES : ACTEUR.RICE.S CLÉS DU CHANGEMENT

Dans le cadre de cette campagne, les ONG ont transmis des propositions d'actions concrètes au gouvernement, aux ministères et parlementaires mais aussi aux candidat.e.s aux élections municipales. Ces dernier.e.s ont été invité.e.s à signer un *Manifest'eau* de 5 engagements : installations publiques EAH dans les espaces publics et lieux collectifs, raccordement des zones d'habitation informelle à l'eau courante, tarification progressive et sociale de l'eau pour aider les ménages les plus pauvres, soutien à des projets de coopération décentralisée pour l'EAH avec des collectivités étrangères via le 1 % solidaire eau.

Durant un an, différentes actions de mobilisation et de communication ont été menées : une tribune *La COVID-19 et eau potable : l'État en première ligne* (signée par 40 ONG, publiée sur Liberation.fr le 13 mai 2020), un document de positionnement sur la crise sanitaire et ses liens avec le secteur EAH, des interpellations des candidat.e.s et des élu.e.s, le lancement d'un Observatoire du droit à l'eau et à l'assainissement dans cinq villes françaises, etc.

ET MAINTENANT ?

Des avancées ont pu être obtenues notamment en matière de tarification de l'eau, avec le vote de la loi "engagement et proximité" en décembre 2019 ou encore la mobilisation de nombreuses collectivités durant la crise sanitaire pour répondre aux besoins en accès à l'eau des personnes précaires. Le bilan des élu.e.s engagé.e.s pour le droit à l'eau et à l'assainissement est lui aussi positif : 152 élu.e.s municipaux, en métropole et Outre-Mer ont signé le *Manifest'eau*, parmi elles.eux, 52 maires dont celles.ceux de Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Poitiers, Rennes, Tours..., ainsi que le président de la métropole de Lyon.

Les associations doivent continuer de se mobiliser pour que ces engagements soient suivis d'effet avec des politiques sociales de l'eau véritablement sociales, inclusives et ambitieuses. La vidéo *Elu.e.s à l'eau !*, dernière action de la campagne, s'est adressée aux nouveaux.elles élu.e.s, avec l'objectif de rappeler ces enjeux et de les appeler à l'action durant toute la durée de leur mandat.

Pour atteindre, d'ici 2030, l'ODD 6 pour un accès à l'eau et à l'assainissement universel et durable, un changement rapide de trajectoire politique est nécessaire. Il est urgent que les décideur.se.s se jettent à l'eau afin de garantir que ce service essentiel soit enfin accessible et abordable pour tou.te.s y compris les plus démunie.e.s.



POUR ALLER PLUS LOIN, VISITEZ LE SITE DE LA CAMPAGNE :
LEAUESTUNDROIT.FR

L'APPEL DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALES AUX COLLECTIVITÉS FRANÇAISES

CITOYENS, ÉLUS : MOBILISEZ VOTRE TERRITOIRE POUR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS !

Depuis 15 ans, la loi Oudin-Santini permet aux collectivités territoriales et agences de l'eau de s'engager en faveur de projets d'accès à l'eau, d'assainissement et d'hygiène à l'international. Si tous les acteurs concernés se mobilisaient, ce sont 80 à 100 millions d'euros qui pourraient être mobilisés chaque année, contre 30 millions actuellement.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme depuis 2010.

Alors que la pandémie mondiale de Covid-19 a démontré l'importance d'un accès sécurisé à l'eau, 2,2 milliards de personnes dans le monde en sont aujourd'hui encore privés et 4,2 milliards de personnes ne bénéficient pas d'installations sanitaires sûres. Près de la moitié des victimes de ces situations d'insalubrité sont des enfants de moins de 5 ans, plus vulnérables aux maladies liées à l'eau. Les femmes sont également particulièrement touchées : une femme sur trois dans le monde s'expose à des risques d'agression et à la honte faute d'un accès sûr à des toilettes.

En 2019, plus de 170 collectivités territoriales françaises, groupements et agences de l'eau ont réagi à ces constats dramatiques et ont financé, dans le cadre de la loi Oudin-Santini, des projets de solidarité internationale, afin d'apporter un soutien aux populations les plus vulnérables de façon durable.

La loi Oudin-Santini, encore trop méconnue et insuffisamment utilisée, permet aux collectivités françaises, syndicats et agences de l'eau de consacrer jusqu'à 1 % des recettes propres de chacun de leurs budgets relatifs aux services d'eau et d'assainissement de déchets et d'énergie, au financement d'actions de solidarité internationale dans ces secteurs. Ce soutien a un coût limité pour les usagers des collectivités, tout en ayant des impacts humains considérables et vertueux pour les bénéficiaires du projet et au sein de la collectivité engagée (mobilisation interne, valorisation de la ressource eau sur le territoire...).

Les ONG, partenaires de mise en œuvre des collectivités territoriales.

Dans le cadre de projets de coopération décentralisée, les collectivités territoriales partagent leur expertise en matière de gestion intégrée des ressources en eau, créent un échange de bonnes pratiques et contribuent au renforcement de capacités. Les ONG, quant à elles, peuvent apporter leur soutien à la maîtrise d'ouvrage et agir comme une interface entre des systèmes différents, en gardant toujours le principe de redevabilité (envers les bénéficiaires et les partenaires) au cœur de leurs actions.

SOLIDARITÉS INTERNATIONALES tient à remercier chaleureusement les collectivités territoriales et les agences de l'eau qui la soutiennent depuis 1998

et invite aujourd'hui les collectivités qui souhaiteraient rejoindre cet élan de solidarité à s'engager à ses côtés, à travers le 1 % solidaire.

**“LA PREMIÈRE RÉPONSE
À LA SOUFFRANCE HUMAINE
DOIT ÊTRE LA SOLIDARITÉ”**



LES PRÉCONISATIONS DE SOLIDARITÉS INTERNATIONALE POUR UN ACCÈS UNIVERSEL À L'EAU POTABLE ET À L'ASSAINISSEMENT

- 1** Faire du 9^e Forum Mondial de l'Eau (FME) **un événement d'engagements majeurs** pour que l'Objectif 6 des ODD relatif à l'accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement soit atteint en 2030, le tout en préparation de la conférence sur l'eau et le développement durable prévue en mars 2023 à l'ONU.
- 2** Aboutir à **une déclaration politique finale forte du FME**, portée par les États des pays du Sahel et les pays donateurs, afin d'apporter des réponses concrètes aux besoins urgents et aux défis à venir, notamment ceux liés au changement climatique et à ses impacts sur l'atteinte des ODD 3 & 6 dans les contextes fragiles et dégradés.
- 3** Faciliter la participation au FME des acteurs locaux et des **représentants des communautés les plus vulnérables** d'Afrique afin qu'ils puissent témoigner de leurs difficultés d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.
- 4** S'assurer de la réelle plus-value opérationnelle du Forum et de son **impact sur le terrain** en organisant une conférence dédiée aux opérateurs de terrain qui permettra de mettre en avant la complémentarité de l'action humanitaire et des actions de développement.
- 5** **Systématiser l'inclusion des problématiques transverses** dans les programmes d'eau, assainissement et hygiène : environnement, genre, respect des principes de protection.
- 6** Faire du Forum une plateforme multi-acteurs privilégiée pour **développer l'expertise du secteur** en renforçant et améliorant la production de connaissances, les capacités de démonstration et d'innovation.
- 7** Dans ce but, recourir à des cadres d'analyse situationnelle qui incluent à la fois **l'analyse des causes structurelles et l'étude des facteurs conjoncturels**, de façon à permettre l'élaboration de scénarios et une meilleure adaptation de nos interventions dans le secteur de l'Eau et l'Assainissement.
- 8** Étudier, mettre en avant et faciliter le passage à l'échelle des **solutions innovantes "low-tech"** au même titre que les solutions "high tech", par le développement d'un mécanisme financier spécifique et un **processus de labélisation Dakar 2021** transparent.
- 9** Réaffirmer le lien entre l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et la **diminution des catastrophes épidémiques**, au regard de la crise sanitaire actuelle.